

BUDGET DE DÉPENSES

2015 • 2016



Renseignements supplémentaires

RIGUEUR ET RESPONSABILITÉ

BUDGET DE DÉPENSES

2015 · 2016



Renseignements supplémentaires

Budget de dépenses 2015-2016

Renseignements supplémentaires

Dépôt légal - Mars 2015

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN 978-2-551-25644-0 (imprimé)

ISBN 978-2-551-25645-7 (en ligne)

TABLE DES MATIÈRES

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2014-2015 ET LE BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016	7
1. Les dépenses budgétaires 2014-2015.....	7
1.1 La variation des dépenses budgétaires 2014-2015.....	7
1.2 L'évolution des dépenses budgétaires 2014-2015 du gouvernement.....	8
2. Le Budget de dépenses 2015-2016.....	8
2.1 La variation des dépenses de programmes en 2015-2016	9
Annexe 1	
La variation entre le Budget de dépenses 2015-2016 et la dépense probable 2014-2015.....	13
LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES	15
1. Les résultats des entités consolidées en 2015-2016.....	15
2. Les résultats des fonds spéciaux en 2015-2016	16
3. Les résultats des organismes autres que budgétaires en 2015-2016.....	17
4. Les résultats des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation en 2015-2016.....	18
5. L'évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2014-2015	18
Annexe 1	
Changements à la liste des entités consolidées.....	20
Annexe 2	
Résultats des fonds spéciaux	21
Annexe 3	
Résultats des organismes autres que budgétaires.....	24
Annexe 4	
Résultats des comptes à fin déterminée.....	28
L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE.....	33
1. La cible d'effectif utilisé	33
2. L'orientation retenue pour 2014-2015 et 2015-2016 et l'effectif utilisé 2014-2015	33
Annexe 1	
Lexique.....	34
Annexe 2	
Effectif utilisé du secteur de la fonction publique	35
Annexe 3	
Évolution de l'effectif du secteur de la fonction publique	36

LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES	37
1. Vue d'ensemble de la répartition des dépenses	37
2. Les dépenses de rémunération	39
3. Les dépenses de fonctionnement	41
4. Les dépenses de capital	43
5. Les dépenses d'intérêt	45
6. Les dépenses de support.....	47
7. Les dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions	49
Annexe 1	
Nature des catégories de dépenses	50
Annexe 2	
Répartition du Budget de dépenses 2015-2016 par grandes catégories	51
Annexe 3	
Répartition des dépenses de programmes 2015-2016 par bénéficiaires	52
APPENDICES	
Appendice A	
Le Budget de dépenses 2015-2016 par missions	55
Appendice B	
Indicateurs économiques et budgétaires	67
B.1	
Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires.....	68
B.2	
Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques	69
B.3	
Dépenses par portefeuilles.	70

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2014-2015 ET LE BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016

1. LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2014-2015

Pour l'exercice financier 2014-2015, les dépenses budgétaires du gouvernement s'établissent à 73 867,7 M\$. Les dépenses de programmes s'élèvent à 65 704,0 M\$ et le service de la dette à 8 163,7 M\$.

Évolution du budget de dépenses 2014-2015 (en millions de dollars)

	Dépenses de programmes	Service de la dette	Dépenses budgétaires
Budget de dépenses 2014-2015	65 704,0	8 582,7	74 286,7
Variation	-	(419,0)	(419,0)
Dépense probable 2014-2015	65 704,0	8 163,7	73 867,7

1.1 LA VARIATION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2014-2015

Les dépenses de programmes sont au même niveau, soit de 65 704,0 M\$, que l'objectif initial fixé lors du dépôt du Budget de dépenses 2014-2015. Le respect de cet objectif a nécessité, de la part des ministères et organismes, des efforts importants de 2,3 G\$, pour lesquels des mesures spécifiques de réduction des dépenses ont été identifiées dans les enveloppes du Budget de dépenses 2014-2015, ainsi que des mesures de rationalisation administrative de 305,0 M\$ visant à :

- Réaliser des gains de productivité représentant 2 % de la masse salariale;
- Réaliser des efforts équivalant à une réduction de 3 % des dépenses de fonctionnement;
- Resserrer la promesse et l'octroi de subventions.

Quant au service de la dette du fonds général, il a été révisé à la baisse de 419,0 M\$ en 2014-2015. Cette révision s'explique principalement par des taux d'intérêt plus faibles que prévu.

1.2 L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES 2014-2015 DU GOUVERNEMENT

Les dépenses de programmes sont en hausse de 2,1 %, s'élevant à 65 704,0 M\$ en 2014-2015 comparativement à 64 322,3 M\$ en 2013-2014.

Le service de la dette s'établit à 8 163,7 M\$, ce qui représente une diminution de 270,2 M\$ ou de 3,2 % par rapport à 2013-2014.

Ainsi, les dépenses budgétaires du gouvernement encourues au cours de l'exercice financier 2014-2015 s'établissent à 73 867,7 M\$, en hausse de 1 111,5 M\$ ou de 1,5 % par rapport à l'exercice financier précédent.

Dépenses budgétaires 2014-2015

(en millions de dollars)

	2014-2015	2013-2014	Variation	
			M\$	%
Dépenses de programmes	65 704,0	64 322,3	1 381,7	2,1
Service de la dette	8 163,7	8 433,9	(270,2)	(3,2)
Dépenses budgétaires	73 867,7	72 756,2	1 111,5	1,5

2. LE BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016

Les dépenses de programmes s'élèvent à 66 460,0 M\$ en 2015-2016, soit une augmentation de 756,0 M\$, ou de 1,2 % par rapport à l'exercice financier 2014-2015. Des mesures d'économie seront mises en place par les ministères et organismes afin de respecter cet objectif. Elles sont présentées au volume **Stratégie de gestion des dépenses**.

Le service de la dette s'établit à 8 330,7 M\$, soit une hausse de 167,0 M\$ par rapport à 2014-2015 qui s'explique notamment par l'augmentation prévue de la dette.

Au total, les dépenses budgétaires du gouvernement pour l'exercice financier 2015-2016 présentent une croissance de 1,2 % par rapport à 2014-2015, pour s'établir à 74 790,7 M\$.

Évolution des dépenses budgétaires 2015-2016

(en millions de dollars)

	2015-2016	2014-2015	Variation	
			M\$	%
Dépenses de programmes	66 460,0	65 704,0	756,0	1,2
Service de la dette	8 330,7	8 163,7	167,0	2,0
Dépenses budgétaires	74 790,7	73 867,7	923,0	1,2

2.1 LA VARIATION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES EN 2015-2016

Les dépenses de programmes augmentent de 756,0 M\$ en 2015-2016, soit de 1,2 % par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette croissance est attribuable aux variations suivantes :

- Hausse de 460,9 M\$ au portefeuille « Santé et Services sociaux », soit de 1,4 %;
- Hausse de 30,5 M\$ au portefeuille « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche », soit de 0,2 %;
- Baisse de 184,6 M\$ dans les autres portefeuilles, soit de 1,1 %;
- Reconstitution du Fonds de suppléance pour 449,2 M\$.

Répartition de la croissance des dépenses de programmes 2015-2016

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2014-2015	Variation	
			M\$	%
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	16 926,6	16 896,1	30,5	0,2 ¹
Santé et Services sociaux	32 850,7	32 389,8	460,9	1,4
Autres portefeuilles (excluant le Fonds de suppléance)	16 233,5	16 418,1	(184,6)	(1,1)
Fonds de suppléance ²	449,2	-	449,2	-
Total	66 460,0	65 704,0	756,0	1,2

¹ En excluant de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, le taux de croissance serait de 0,6 %.

² Vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux, pour un montant de 240,0 M\$, aux coûts de certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2015-2016 ainsi qu'aux dépenses prévues, mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Hausse de 460,9 M\$ du budget de dépenses en 2015-2016

La croissance allouée au ministère de la Santé et des Services sociaux s'élève à 460,9 M\$ en 2015-2016, soit une hausse de 1,4 % par rapport à 2014-2015. Cette croissance permet notamment :

- De couvrir les ajustements découlant des conventions collectives et des contributions du gouvernement à titre d'employeur, l'augmentation du budget dédié au système du sang ainsi que le financement d'espaces additionnels à la suite de travaux de construction;
- De financer les augmentations de rémunération prévues pour les professionnels de la santé, incluant les ententes avec les fédérations médicales;
- D'assurer les paiements du service de dette découlant des investissements réalisés dans le réseau de la santé.

La croissance de ce portefeuille tient également compte des économies escomptées découlant de l'amélioration de la pertinence des soins et des services en santé physique et de la révision de la gouvernance du réseau. De plus, certains coûts de croissance, dont ceux reliés aux médicaments et aux fournitures médicales seront autofinancés par les établissements de santé et de services sociaux. Elle tient finalement compte des économies découlant de la réduction des effectifs.

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Hausse de 30,5 M\$ du budget de dépenses en 2015-2016

Les dépenses du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche augmentent de 30,5 M\$ en 2015-2016.

En excluant de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, l'augmentation réelle est de 0,6 %, soit de 109,0 M\$.

Le budget de dépenses 2015-2016 permet le financement des principaux facteurs de croissance des divers réseaux de l'enseignement, notamment les paramètres salariaux, les effets de clientèle, la dette subventionnée de même qu'une bonification de l'Aide financière aux études.

Le budget de dépenses permet également d'assurer le financement des programmes du secteur du loisir et du sport, de maintenir le soutien aux fonds de recherche subventionnaires et aux organismes relevant du ministre.

Par ailleurs, dans le cadre de l'objectif de retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, le Ministère a dû procéder à certains resserrements. Au niveau de l'administration, des économies découlant notamment de la fermeture des directions régionales ont été réalisées. Du côté de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire et secondaire et de l'enseignement supérieur, un exercice de révision des programmes a été effectué. La diminution des subventions accordées aux établissements découle, entre autres, de la hausse annoncée de la contribution parentale aux services de garde et de l'ajustement des paramètres de péréquation suivant l'augmentation de la valeur foncière.

AUTRES MINISTÈRES

Diminution globale de 1,1 %

En excluant le Fonds de suppléance, les principales variations des autres ministères sont les suivantes :

- Le budget de l'**Assemblée nationale** augmente de 1,5 M\$. Cette variation résulte principalement de l'indexation des dépenses de fonctionnement et de l'augmentation des dépenses salariales due aux progressions dans les échelles salariales;
- Le budget des **Personnes désignées par l'Assemblée nationale** diminue de 40,5 M\$. Cette variation s'explique principalement par les coûts non récurrents des élections générales du 7 avril 2014;

- Le budget du ministère des **Affaires municipales et de l'Occupation du territoire** diminue de 90,9 M\$. Cette diminution découle principalement de la réduction des transferts financiers aux organismes municipaux tel que convenu dans le cadre du Pacte fiscal transitoire, compensée notamment par l'augmentation des coûts liés au remboursement du service de dette des programmes d'infrastructures à la suite de la réalisation des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures. À ce budget, s'ajoute une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance pour tenir compte des mesures annoncées au Discours sur le budget 2015-2016;
- Le budget du ministère de l'**Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation** diminue de 42,7 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation est essentiellement attribuable à la diminution de la contribution gouvernementale versée à La Financière agricole du Québec consécutive à la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles;
- En excluant le Fonds de suppléance, le budget du **Conseil du trésor et de l'Administration gouvernementale** diminue de 5,7 M\$. Cette variation s'explique principalement par les mesures de contrôle des dépenses appliquées en 2015-2016 ainsi que par la réduction des besoins budgétaires de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction dont la fin des travaux est prévue en 2015-2016. Ces diminutions sont compensées en partie par l'augmentation de certaines dépenses au titre d'employeur de la fonction publique;
- Le budget du ministère du **Conseil exécutif** diminue de 2,8 M\$. Cette variation est en partie liée à la fin des obligations financières concernant l'une des ententes conclues avec la nation crie. À ce budget, s'ajoute une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance pour tenir compte des mesures annoncées au Discours sur le budget 2015-2016;
- Le budget du ministère de la **Culture et des Communications** augmente de 18,1 M\$ en 2015-2016 par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par l'octroi de crédits supplémentaires de 8,5 M\$ pour l'Orchestre symphonique de Montréal qui était auparavant financé par Loto-Québec via un compte à fin déterminée ainsi que par la hausse de 13,5 M\$ du budget alloué à la mise en œuvre du Plan culturel numérique. Toutefois, cette hausse a été compensée en partie par diverses mesures d'économie;
- Le budget du ministère du **Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques** diminue de 4,9 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation est principalement attribuable à la mise en œuvre de mesures d'économie et à la non-réurrence de crédits additionnels alloués au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement en 2014-2015;
- Le budget du ministère de l'**Économie, de l'Innovation et des Exportations** présente une augmentation de 8,1 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette augmentation s'explique principalement par l'ajout de crédits pour la Stratégie maritime et la Stratégie de développement de l'aluminium. Par ailleurs, les dépenses de rémunération et de fonctionnement du Ministère sont à la baisse, suite à l'application de mesures d'économie;
- Le budget du ministère de l'**Énergie et des Ressources naturelles** diminue de 4,0 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par la fin de la mesure annoncée lors du Discours sur le budget 2011-2012 pour l'appui à l'amélioration des procédés de production d'éthanol de première génération ainsi que par l'application de diverses mesures d'économie;
- Le budget du ministère de la **Famille** diminue de 87,2 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique notamment par la croissance du budget pour le développement de 4 000 places en 2015-2016, mais également par la révision de la contribution parentale, par des mesures d'économie à l'égard du financement des services de garde ainsi que par des mesures de réduction des dépenses de nature administrative;

- En excluant le service de la dette, le budget alloué au ministère des **Finances** s'élève à 146,9 M\$, une hausse de 53,3 M\$ par rapport à la dépense probable. Cette variation est principalement liée à la provision pour des initiatives concernant les revenus, dont les dépenses en 2014-2015 sont comptabilisées dans d'autres ministères, ainsi qu'à la création, en 2015-2016, de la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé;
- Le budget du ministère des **Forêts, de la Faune et des Parcs** s'établit à 449,8 M\$, soit 0,5 M\$ de moins que la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique par la mise en place de mesures d'économie, compensées par un ajustement à la hausse de la base budgétaire dédiée à l'extinction des feux de forêts et des sommes accordées au service de dette lié aux investissements de la Société des établissements de plein air du Québec dans les parcs et les réserves fauniques;
- Le budget du ministère de l'**Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion** est supérieur de 115,9 M\$ comparativement à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique par le fait que la dépense probable est réduite d'une somme de 165,7 M\$ transférée au ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, au ministère de la Santé et des Services sociaux ainsi qu'au ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour des activités de soutien à l'intégration et à la francisation des personnes immigrantes, mais inclut les montants associés au crédit au net. À ce budget, s'ajoute une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance pour tenir compte des mesures annoncées au Discours sur le budget 2015-2016;
- Le budget du ministère de la **Justice** augmente de 16,2 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cette augmentation s'explique principalement par le financement de la hausse du coût de l'indemnisation des victimes d'actes criminels de même que par la dépense associée à la hausse des seuils d'admissibilité à l'aide juridique;
- Le budget du ministère des **Relations internationales et de la Francophonie** augmente de 4,0 M\$ comparativement à la dépense probable 2014-2015. Cette variation s'explique principalement par l'ajout, en 2015-2016, d'un montant de 3,1 M\$ en lien avec les responsabilités touchant l'aide humanitaire internationale en vue d'une affectation au Fonds d'aide à l'action communautaire autonome du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Ce financement était auparavant pourvu par Loto-Québec;
- Le budget de dépenses alloué au ministère de la **Sécurité publique** s'élève à 1 326,1 M\$, soit un niveau comparable à la dépense probable de 2014-2015. Ce niveau résulte de l'effet combiné de la mise en activité de l'Établissement Leclerc de Laval et du nouvel établissement de détention de Roberval, de la mise en place du Bureau des enquêtes indépendantes, du déploiement de ressources en lien avec la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (L.Q. 2012, chapitre 25), du transfert des sommes au cours de 2014-2015 de la provision pour des initiatives concernant les revenus du ministère des Finances pour des activités de lutte contre certains types de criminalité ainsi que de la mise en place de mesures d'économie;
- Le budget du ministère du **Tourisme** reste stable à 123,5 M\$;
- Le budget de dépenses du ministère des **Transports** s'établit à 656,2 M\$, ce qui constitue une diminution de 5,7 M\$ par rapport à la dépense probable 2014-2015. Cet écart s'explique principalement par des variations de dépenses de transfert;
- Finalement, la baisse de 116,6 M\$ au ministère du **Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale** est essentiellement attribuable à une somme de 75,0 M\$ reçue en 2014-2015 de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, de même qu'à des mesures d'économie. Cette diminution est en partie compensée par l'impact de l'indexation des prestations d'aide financière de dernier recours. À ce budget, s'ajoute une somme additionnelle prévue au Fonds de suppléance pour tenir compte des mesures annoncées au Discours sur le budget 2015-2016.

ANNEXE 1

La variation entre le Budget de dépenses 2015-2016 et la dépense probable 2014-2015

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2014-2015	Variation	
			M\$	%
Assemblée nationale	128,3	126,8	1,5	1,2
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	90,8	131,3	(40,5)	(30,9)
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 743,3	1 834,2	(90,9)	(5,0)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	881,7	924,4	(42,7)	(4,6)
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 209,7	766,2	443,5	(0,8) ²
Conseil exécutif	404,7	407,5	(2,8)	(0,7)
Culture et Communications ¹	670,5	652,4	18,1	2,8
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	148,5	153,4	(4,9)	(3,2)
Économie, Innovation et Exportations	590,0	581,9	8,1	1,4
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	16 926,6	16 896,1	30,5	0,6 ³
Énergie et Ressources naturelles	75,0	79,0	(4,0)	(5,1)
Famille	2 516,8	2 604,0	(87,2)	(3,3)
Finances ¹	146,9	93,6	53,3	(4,3) ⁴
Forêts, Faune et Parcs	449,8	450,3	(0,5)	(0,1)
Immigration, Diversité et Inclusion	283,9	168,0	115,9	(3,0) ⁵
Justice	873,9	857,7	16,2	2,3 ⁶
Relations internationales et Francophonie	94,7	90,7	4,0	4,3
Santé et Services sociaux	32 850,7	32 389,8	460,9	1,4
Sécurité publique	1 326,1	1 326,2	(0,1)	2,0 ⁶
Tourisme	123,5	123,6	(0,1)	(0,1)
Transports	656,2	661,9	(5,7)	(0,9)
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 268,4	4 385,0	(116,6)	(0,8) ⁷
Dépenses de programmes	66 460,0	65 704,0	756,0	1,2
Service de la dette	8 330,7	8 163,7	167,0	2,0
Dépenses budgétaires	74 790,7	73 867,7	923,0	1,2

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.
Les dépenses de programmes sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016.

RÉFÉRENCES

- ¹ Pour les fins de ce tableau, le service de la dette est exclu des dépenses des portefeuilles « Finances » et « Culture et Communications ».
- ² Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du Budget de dépenses 2015-2016, le programme Fonds de suppléance.
- ³ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.
- ⁴ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du Budget de dépenses 2015-2016, la provision pour des initiatives concernant les revenus et la provision pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé.
- ⁵ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, du Budget de dépenses 2015-2016, la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants et en excluant, de la dépense probable, les montants associés au crédit au net.
- ⁶ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus du ministère des Finances.
- ⁷ Le pourcentage de variation a été calculé en excluant, de la dépense probable, les transferts provenant de la provision pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion et les transferts provenant de la provision pour des initiatives concernant les revenus du ministère des Finances.

Concernant les références 2, 3, 4, 5, 6 et 7, une provision est un élément d'un programme pour laquelle une loi sur les crédits donne au Conseil du trésor le pouvoir d'autoriser le transfert d'une partie d'un crédit entre programmes ou portefeuilles pour les objets et, s'il y a lieu, selon les conditions qui sont déterminées au volume **Crédits des ministères et organismes**.

LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

1. LES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES EN 2015-2016

Les revenus et les dépenses prévues des entités consolidées s'élèvent respectivement à 78 762,7 M\$ et à 76 751,9 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, avant les ajustements de la consolidation, pour un impact favorable de 2 010,8 M\$ sur les résultats financiers du gouvernement. Ces résultats représentent une baisse de 505,1 M\$ par rapport à 2014-2015 qui se répartit ainsi :

- Une détérioration de 16,5 M\$ des résultats prévus des fonds spéciaux;
- Une détérioration de 558,2 M\$ des résultats prévus des organismes autres que budgétaires;
- Une amélioration de 69,0 M\$ des résultats prévus des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation;
- Une variation à la hausse de 0,6 M\$ des résultats prévus des comptes à fin déterminée.

Résultats des entités consolidées en 2015-2016¹

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015 ²	
	Revenus	Dépenses	Résultats nets	Résultats probables	Variation
Fonds spéciaux ³	13 812,8	11 943,0	1 869,8	1 886,3	(16,5)
Organismes autres que budgétaires	24 316,0	24 157,9	158,1	716,3	(558,2)
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	39 579,0	39 589,0	(10,0)	(79,0)	69,0
	77 707,8	75 689,9	2 017,9	2 523,6	(505,7)
Comptes à fin déterminée ⁴	1 054,9	1 062,0	(7,1)	(7,7)	0,6
Résultats des entités consolidées	78 762,7	76 751,9	2 010,8	2 515,9	(505,1)

¹ Les résultats des entités consolidées sont présentés avant les ajustements de la consolidation. Ces ajustements ont pour effet d'éliminer les opérations conclues entre les entités du périmètre comptable du gouvernement et envers le fonds général, d'harmoniser les conventions comptables en usage dans les entités consolidées avec celles utilisées par le gouvernement et d'effectuer les reclassifications adéquates.

² Les données sont présentées conformément à la structure 2015-2016.

³ Incluant les résultats du Fonds des générations.

⁴ Les résultats des comptes à fin déterminée sont présentés sur une base de comptabilité de caisse, ce qui peut générer des fluctuations importantes en fonction des entrées et des sorties de fonds. Les résultats des comptes à fin déterminée sont présentés à l'annexe 4 avant les ajustements de la consolidation. Les ajustements de la consolidation ont pour effet d'ajuster ces résultats afin qu'ils soient présentés sur une base de comptabilité d'exercice et sont à l'équilibre.

Les changements survenus à la répartition des organismes autres que budgétaires et des fonds spéciaux par portefeuilles sont présentés à l'annexe 1.

2. LES RÉSULTATS DES FONDS SPÉCIAUX EN 2015-2016

Les fonds spéciaux présentent un excédent prévu de 1 869,8 M\$, avant les ajustements de la consolidation, pour l'exercice financier 2015-2016, soit une variation à la baisse de 16,5 M\$ par rapport à 2014-2015. En excluant l'amélioration des résultats de 333,0 M\$ du Fonds des générations, les résultats des fonds spéciaux sont en baisse de 349,5 M\$ et s'expliquent en grande partie par les facteurs suivants :

- Un surplus de 298,7 M\$ au Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT) en 2015-2016 comparativement à un surplus prévu de 506,1 M\$ en 2014-2015. Cette variation à la baisse des résultats de 207,4 M\$ s'explique notamment par une hausse des subventions pour les services de dette des organismes de transport en commun et de l'amortissement des investissements routiers;
- Un déficit de 34,9 M\$ est prévu au Fonds du développement du marché du travail en 2015-2016 comparativement à un surplus de 26,8 M\$ en 2014-2015. Cette variation de 61,7 M\$ des résultats nets s'explique principalement par une intensification dans l'utilisation des services publics d'emploi qui se traduit par une augmentation du nombre de participants aux mesures d'aide à l'emploi;
- Un déficit prévu de 0,6 M\$ au Fonds vert en 2015-2016 comparativement à un surplus prévu de 74,9 M\$ en 2014-2015. Cette variation à la baisse des résultats de 75,5 M\$ s'explique principalement par la hausse des dépenses prévues pour la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques;
- Une amélioration des résultats au Fonds de partenariat touristique de 14,2 M\$ qui s'explique principalement par les mesures d'économie mises en place afin de participer aux efforts budgétaires du gouvernement et par la non-réurrence de dépenses réalisées en 2014-2015;
- Une détérioration des résultats de 11,3 M\$ au Fonds pour le développement des jeunes enfants attribuable à une économie de 5,0 M\$ en 2014-2015 résultant de la suspension des versements pendant quatre mois au cours de cet exercice, alors qu'un montant de 6,3 M\$ sera ajouté aux versements de 2015-2016.

Résultats en 2015-2016 des fonds spéciaux¹

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats nets	Résultats probables	
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 779,0	3 480,3	298,7	506,1	(207,4)
Fonds du développement du marché du travail	1 004,4	1 039,3	(34,9)	26,8	(61,7)
Fonds vert	795,3	795,9	(0,6)	74,9	(75,5)
Fonds de partenariat touristique	133,8	133,8	-	(14,2)	14,2
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15,1	21,3	(6,2)	5,1	(11,3)
Autres fonds spéciaux	6 499,2	6 472,4	26,8	34,6	(7,8)
	12 226,8	11 943,0	283,8	633,3	(349,5)
Fonds des générations	1 586,0	-	1 586,0	1 253,0	333,0
Résultats avant les ajustements de la consolidation	13 812,8	11 943,0	1 869,8	1 886,3	(16,5)

¹ Les résultats des fonds spéciaux sont présentés à l'annexe 2.

3. LES RÉSULTATS DES ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES EN 2015-2016

Les résultats prévus des organismes autres que budgétaires affichent un surplus de 158,1 M\$ en 2015-2016, avant les ajustements de la consolidation, comparativement à un surplus anticipé de 716,3 M\$ en 2014-2015. Cette détérioration de 558,2 M\$ des résultats nets prévus s'explique en grande partie par les facteurs suivants :

- La Société de financement des infrastructures locales du Québec présente un déficit de 12,7 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, comparativement à un surplus prévu de 497,1 M\$ en 2014-2015. Cet écart de 509,8 M\$ est essentiellement attribuable à la comptabilisation d'une contribution non récurrente du gouvernement du Québec de 515,7 M\$ en 2014-2015 afin de pourvoir à l'impact de l'application de la norme comptable révisée sur les paiements de transfert en vigueur au 1^{er} avril 2012. Cette contribution n'est plus requise en 2015-2016;
- La Financière agricole du Québec prévoit un surplus de 133,0 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, comparativement à un surplus prévu de 199,4 M\$ en 2014-2015. Cet écart de 66,4 M\$ s'explique principalement par une diminution de la contribution gouvernementale consécutive à la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles;
- L'Agence métropolitaine de transport présente un déficit de 15,3 M\$ en 2015-2016, comparativement à un déficit de 60,5 M\$ en 2014-2015. Cette amélioration des résultats de 45,2 M\$ résulte principalement d'une augmentation de revenus de subvention et des revenus provenant des municipalités. Ces éléments sont partiellement compensés par le transfert du métro de Laval à la Société de transport de Montréal ainsi que par des dépenses d'études non récurrentes en 2015-2016 relativement au futur prolongement du métro;
- L'Agence du revenu du Québec affiche un déficit de 21,9 M\$ en 2015-2016 comparativement à un surplus de 21,9 M\$ en 2014-2015. Cette variation s'explique par l'utilisation de l'excédent cumulé en 2014-2015 dans l'exercice 2015-2016.

Résultats en 2015-2016 des organismes autres que budgétaires¹

(en millions de dollars)

	2015-2016		Résultats nets	2014-2015	
	Revenus	Dépenses		Résultats probables	Variation
Société de financement des infrastructures locales du Québec	672,7	685,4	(12,7)	497,1	(509,8)
La Financière agricole du Québec	556,5	423,5	133,0	199,4	(66,4)
Agence métropolitaine de transport	545,5	560,8	(15,3)	(60,5)	45,2
Agence du revenu	1 136,3	1 158,2	(21,9)	21,9	(43,8)
Autres organismes ²	21 405,0	21 330,0	75,0	58,4	16,6
Résultats avant les ajustements de la consolidation	24 316,0	24 157,9	158,1	716,3	(558,2)

¹ Les résultats des organismes autres que budgétaires sont présentés à l'annexe 3.

² Incluant, entre autres, la Régie de l'assurance maladie du Québec dont les revenus et les dépenses s'établissent à 11 761,6 M\$ et le Fonds de l'assurance médicaments dont les revenus et les dépenses s'établissent à 3 573,5 M\$.

4. LES RÉSULTATS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION EN 2015-2016

Les résultats des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation, avant les ajustements de la consolidation, présentent un déficit de 10,0 M\$ pour l'exercice financier 2015-2016, comparativement à un déficit de 79,0 M\$ en 2014-2015, soit une amélioration de 69,0 M\$.

Résultats en 2015-2016 des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015	Variation
	Revenus	Dépenses	Résultats nets	Résultats probables	
Résultats avant les ajustements de la consolidation	39 579,0	39 589,0	(10,0)	(79,0)	69,0

5. L'ÉVOLUTION DE LA PRÉVISION DES RÉSULTATS DES ENTITÉS CONSOLIDÉES EN 2014-2015

Les résultats prévus des entités consolidées et des comptes à fin déterminée, avant les ajustements de la consolidation, sont supérieurs de 312,5 M\$ à ceux présentés au Budget de dépenses 2014-2015 :

- Les résultats prévus des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires se sont améliorés de 319,9 M\$;
- Les résultats prévus des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation se sont détériorés de 7,0 M\$;
- Les résultats des comptes à fin déterminée sont en baisse de 0,4 M\$.

Évolution de la prévision des résultats des entités consolidées en 2014-2015

(en millions de dollars)

	2014-2015		Variation
	Prévisions révisées	Budget de dépenses	
Fonds spéciaux ¹	1 886,3	1 579,2	307,1
Organismes autres que budgétaires	716,3	703,5	12,8
	2 602,6	2 282,7	319,9
Réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation	(79,0)	(72,0)	(7,0)
Comptes à fin déterminée	(7,7)	(7,3)	(0,4)
Résultats avant les ajustements de la consolidation	2 515,9	2 203,4	312,5

¹ Incluant les résultats du Fonds des générations.

Plus précisément, les principales variations des résultats prévus des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires, avant les ajustements de la consolidation, s'expliquent par les facteurs suivants :

- Un surplus prévu de 506,1 M\$ en 2014-2015 au FORT comparativement à un surplus prévu de 284,1 M\$ au Budget de dépenses 2014-2015. Cette amélioration des résultats de 222,0 M\$ s'explique principalement par une baisse des dépenses d'intérêt du service de dette et d'amortissement du réseau routier attribuable à des taux d'intérêt inférieurs aux taux prévisionnels et à une diminution des investissements routiers par rapport aux prévisions;
- Le Fonds vert prévoit un surplus de 74,9 M\$ en 2014-2015 comparativement à un déficit prévu de 15,0 M\$ au Budget de dépenses 2014-2015. Cette amélioration des résultats de 89,9 M\$ est attribuable à un délai dans la mise en œuvre du Plan d'action 2013-2020 sur les changements climatiques;
- L'Agence métropolitaine de transport présente une détérioration de ses résultats de 49,2 M\$ en 2014-2015 découlant principalement d'un changement de norme comptable liée à la constatation des revenus de subvention, la nouvelle norme faisant en sorte d'amortir ces subventions sur une plus longue période que la norme précédente;
- Un surplus de 26,8 M\$ au Fonds de développement du marché du travail comparativement à un déficit prévu de 16,0 M\$. L'amélioration des résultats de 42,8 M\$ par rapport au Budget de dépenses 2014-2015 s'explique principalement par un ralentissement plus important que prévu dans l'application des mesures d'aide à l'emploi suite aux mesures d'optimisation annoncées pour 2014-2015;
- Un surplus prévu en 2014-2015 de 497,1 M\$ à la Société de financement des infrastructures locales du Québec comparativement à un surplus prévu de 476,4 M\$ au Budget de dépenses 2014-2015. Cette amélioration des résultats de 20,7 M\$ s'explique par un ralentissement du rythme de réalisation des projets d'infrastructures;
- Une diminution de l'excédent de l'exercice 2014-2015 du Fonds de financement de 19,0 M\$, principalement attribuable à une révision à la baisse des besoins de financement de la clientèle et des taux d'intérêt réalisés et prévus.

Évolution de la prévision des résultats des fonds spéciaux et des organismes autres que budgétaires en 2014-2015

(en millions de dollars)

	2014-2015		Variation
	Prévisions révisées	Budget de dépenses	
Fonds des réseaux de transport terrestre	506,1	284,1	222,0
Fonds vert	74,9	(15,0)	89,9
Agence métropolitaine de transport	(60,5)	(11,3)	(49,2)
Fonds de développement du marché du travail	26,8	(16,0)	42,8
Société de financement des infrastructures locales du Québec	497,1	476,4	20,7
Fonds de financement	15,6	34,6	(19,0)
Autres fonds et organismes ¹	1 542,6	1 529,9	12,7
Résultats avant les ajustements de la consolidation	2 602,6	2 282,7	319,9

¹ Incluant les résultats du Fonds des générations.

ANNEXE 1

CHANGEMENTS À LA LISTE DES ENTITÉS CONSOLIDÉES

ORGANISMES AUTRES QUE BUDGÉTAIRES ET FONDS SPÉCIAUX

Certains fonds spéciaux et organismes autres que budgétaires se sont ajoutés à la responsabilité d'un titulaire ou ont été déplacés sous la responsabilité d'un autre, ont changé de statut, de dénomination ou n'apparaissent plus au Budget de dépenses 2015-2016 par rapport à 2014-2015.

Un signe (+) indique l'ajout d'un fonds spécial ou d'un organisme autre que budgétaire.

Éducation, Enseignement supérieur et Recherche

Les entités qui se trouvaient sous la responsabilité des portefeuilles « Éducation, Loisir et Sport » et « Enseignement supérieur, Recherche et Science » sont maintenant regroupés sous le nouveau portefeuille « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche ».

Énergie et Ressources naturelles

(+) La Société du Plan Nord a été ajoutée à ce portefeuille.

Finances

Le Fonds du développement nordique se nomme dorénavant Fonds du Plan Nord.

Travail, Emploi et Solidarité sociale

Les entités qui se trouvaient sous la responsabilité des portefeuilles « Emploi et Solidarité sociale » et « Travail » sont maintenant regroupées sous le nouveau portefeuille « Travail, Emploi et Solidarité sociale ».

COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

À l'égard des comptes à fin déterminée, cinq nouvelles demandes d'utilisation du compte général Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux ont été approuvées au cours de l'exercice financier 2014-2015 soit aux portefeuilles « Conseil exécutif », « Culture et Communication », « Énergie et Ressources naturelles », « Sécurité publique » et « Travail, Emploi et Solidarité sociale ».

ENTITÉS DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET DE L'ÉDUCATION

La liste des organismes des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation du gouvernement est disponible au volume I des Comptes publics.

ANNEXE 2

Résultats des fonds spéciaux

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Fonds de développement régional	-	-	-	-
	-	-	-	-
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Fonds relatif à certains sinistres	1,7	1,7	-	-
	1,7	1,7	-	-
Culture et Communications				
Fonds du patrimoine culturel québécois	15,7	17,9	(2,2)	0,3
	15,7	17,9	(2,2)	0,3
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques				
Fonds vert	795,3	795,9	(0,6)	74,9
	795,3	795,9	(0,6)	74,9
Économie, Innovation et Exportations				
Fonds du développement économique	360,0	360,0	-	-
	360,0	360,0	-	-
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche				
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	64,5	67,0	(2,5)	(2,1)
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25,0	29,5	(4,5)	(6,3)
	89,5	96,5	(7,0)	(8,4)
Énergie et Ressources naturelles				
Fonds des ressources naturelles	241,5	251,3	(9,8)	(12,3)
Fonds d'information sur le territoire	141,8	119,6	22,2	15,6
	383,3	370,9	12,4	3,3
Famille				
Fonds de soutien aux proches aidants	15,2	-	15,2	15,2
Fonds pour le développement des jeunes enfants	15,1	21,3	(6,2)	5,1
	30,3	21,3	9,0	20,3

ANNEXE 2 (suite)

Résultats des fonds spéciaux

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Finances				
Fonds de financement	1 349,7	1 336,2	13,5	15,6
Fonds des générations	1 586,0	-	1 586,0	1 253,0
Fonds du Bureau de décision et de révision	2,2	2,4	(0,2)	(0,4)
Fonds du centre financier de Montréal	0,7	1,3	(0,6)	(0,5)
Fonds du Plan Nord	88,7	81,5	7,2	0,3
Fonds relatif à l'administration fiscale	891,8	891,8	-	-
	3 919,1	2 313,2	1 605,9	1 268,0
Forêts, Faune et Parcs				
Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire forestier	444,9	459,9	(15,0)	(4,1)
	444,9	459,9	(15,0)	(4,1)
Justice				
Fonds Accès Justice	10,5	10,4	0,1	1,3
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	24,0	22,8	1,2	1,9
Fonds des registres du ministère de la Justice	32,1	33,7	(1,6)	0,6
Fonds du Tribunal administratif du Québec	40,0	40,0	-	(1,8)
	106,6	106,9	(0,3)	2,0
Santé et Services sociaux				
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 537,0	1 537,0	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	215,4	215,4	-	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20,1	20,0	0,1	10,1
	1 772,5	1 772,4	0,1	10,1
Sécurité publique				
Fonds des services de police	584,7	584,7	-	-
	584,7	584,7	-	-
Tourisme				
Fonds de partenariat touristique	133,8	133,8	-	(14,2)
	133,8	133,8	-	(14,2)

ANNEXE 2 (suite)

Résultats des fonds spéciaux

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Transports				
Fonds de gestion de l'équipement roulant	117,1	117,1	-	-
Fonds de la sécurité routière	39,6	32,6	7,0	10,3
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 779,0	3 480,3	298,7	506,1
	<u>3 935,7</u>	<u>3 630,0</u>	<u>305,7</u>	<u>516,4</u>
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	22,9	23,3	(0,4)	0,2
Fonds de développement du marché du travail	1 004,4	1 039,3	(34,9)	26,8
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	63,6	65,0	(1,4)	0,7
Fonds de la Commission des relations du travail	18,9	19,6	(0,7)	(2,9)
Fonds des biens et des services	83,5	83,5	-	(7,0)
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	24,9	24,9	-	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	21,5	22,4	(0,9)	(0,1)
	<u>1 239,7</u>	<u>1 278,0</u>	<u>(38,3)</u>	<u>17,7</u>
Total avant les ajustements de la consolidation	13 812,8	11 943,0	1 869,8	1 886,3

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Les résultats des entités consolidées sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

ANNEXE 3

Résultats des organismes autres que budgétaires

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Société d'habitation du Québec	1 100,1	1 100,1	-	(5,6)
	1 100,1	1 100,1	-	(5,6)
Agriculture, Pêcheries et Alimentation				
La Financière agricole du Québec	556,5	423,5	133,0	199,4
	556,5	423,5	133,0	199,4
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Centre de services partagés du Québec	694,8	691,0	3,8	-
Société québécoise des infrastructures	935,7	935,7	-	5,4
	1 630,5	1 626,7	3,8	5,4
Conseil exécutif				
Centre de la francophonie des Amériques	2,3	2,7	(0,4)	(0,6)
	2,3	2,7	(0,4)	(0,6)
Culture et Communications				
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	90,5	87,9	2,6	(2,0)
Conseil des arts et des lettres du Québec	108,3	108,3	-	-
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	32,6	31,6	1,0	(1,6)
Musée d'Art contemporain de Montréal	12,6	12,6	-	-
Musée de la Civilisation	32,5	32,0	0,5	(0,9)
Musée national des beaux-arts du Québec	20,2	20,5	(0,3)	(0,2)
Régie du cinéma	6,8	5,6	1,2	1,7
Société de développement des entreprises culturelles	74,4	74,2	0,2	(4,2)
Société de la Place des Arts de Montréal	30,4	33,9	(3,5)	0,5
Société de télédiffusion du Québec	76,9	76,5	0,4	(0,3)
Société du Grand Théâtre de Québec	12,4	11,7	0,7	1,3
	497,6	494,8	2,8	(5,7)
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques				
Société québécoise de récupération et de recyclage	43,9	43,6	0,3	0,2
	43,9	43,6	0,3	0,2

ANNEXE 3 (suite)

Résultats des organismes autres que budgétaires

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Économie, Innovation et Exportations				
Centre de recherche industrielle du Québec	29,9	29,8	0,1	-
Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	5,7	6,0	(0,3)	(0,2)
	35,6	35,8	(0,2)	(0,2)
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche				
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	62,9	66,8	(3,9)	(1,1)
Fonds de recherche du Québec - Santé	95,3	95,3	-	(1,9)
Fonds de recherche du Québec - Société et culture	52,6	53,3	(0,7)	(0,7)
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	35,9	36,7	(0,8)	(2,8)
Institut national des mines	1,0	1,1	(0,1)	(0,3)
	247,7	253,2	(5,5)	(6,8)
Énergie et Ressources naturelles				
Régie de l'énergie	14,2	14,4	(0,2)	(0,9)
Société de développement de la Baie-James	25,7	25,3	0,4	0,7
Société du Plan Nord	78,8	78,8	-	-
Société nationale de l'amiante	-	-	-	-
	118,7	118,5	0,2	(0,2)
Finances				
Agence du revenu du Québec	1 136,3	1 158,2	(21,9)	21,9
Autorité des marchés financiers	151,0	124,5	26,5	37,0
Financement-Québec	504,1	463,4	40,7	37,8
Institut de la statistique du Québec	27,4	27,4	-	(1,9)
Société de financement des infrastructures locales du Québec	672,7	685,4	(12,7)	497,1
	2 491,5	2 458,9	32,6	591,9
Forêts, Faune et Parcs				
Fondation de la faune du Québec	6,8	6,7	0,1	(0,1)
Société des établissements de plein air du Québec	127,8	127,2	0,6	0,6
	134,6	133,9	0,7	0,5

ANNEXE 3 (suite)

Résultats des organismes autres que budgétaires

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Justice				
Commission des services juridiques	177,3	181,6	(4,3)	(9,6)
Fonds d'aide aux recours collectifs	1,9	4,2	(2,3)	(2,0)
Office des professions du Québec	10,2	10,9	(0,7)	0,1
Société québécoise d'information juridique	14,6	14,5	0,1	(0,5)
	204,0	211,2	(7,2)	(12,0)
Relations internationales et Francophonie				
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2,0	2,1	(0,1)	0,1
Office Québec-Monde pour la jeunesse	5,0	5,1	(0,1)	(0,1)
	7,0	7,2	(0,2)	-
Santé et Services sociaux				
Corporation d'urgences-santé	127,3	127,3	-	(0,8)
Fonds de l'assurance médicaments	3 573,5	3 573,5	-	-
Héma-Québec	426,8	426,8	-	-
Institut national de santé publique du Québec	68,0	68,9	(0,9)	(0,4)
Institut national d'excellence en santé et en services sociaux	15,4	15,4	-	0,4
Régie de l'assurance maladie du Québec	11 761,6	11 761,6	-	-
	15 972,6	15 973,5	(0,9)	(0,8)
Sécurité publique				
École nationale de police du Québec	34,4	36,9	(2,5)	(0,6)
École nationale des pompiers du Québec	2,1	2,2	(0,1)	-
	36,5	39,1	(2,6)	(0,6)
Tourisme				
Régie des installations olympiques*	42,0	45,5	(3,5)	(3,0)
Société du Centre des congrès de Québec	23,4	27,2	(3,8)	(2,3)
Société du Palais des congrès de Montréal	58,5	57,2	1,3	0,9
	123,9	129,9	(6,0)	(4,4)

ANNEXE 3 (suite)**Résultats des organismes autres que budgétaires**

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Transports				
Agence métropolitaine de transport	545,5	560,8	(15,3)	(60,5)
Société de l'assurance automobile du Québec	255,5	241,4	14,1	10,5
Société des Traversiers du Québec	125,3	128,9	(3,6)	(5,5)
	926,3	931,1	(4,8)	(55,5)
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Commission de la capitale nationale du Québec	17,6	17,6	-	0,1
Commission des normes du travail	71,9	63,5	8,4	6,8
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	30,2	30,2	-	(0,1)
Régie du bâtiment du Québec	66,8	62,9	3,9	4,2
	186,5	174,2	12,3	11,0
Total avant les ajustements de la consolidation	24 316,0	24 157,9	158,1	716,3

* Les données prévisionnelles correspondent au fonds d'exploitation de l'organisme.

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Les résultats des entités consolidées sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

ANNEXE 4

Résultats des comptes à fin déterminée

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Programme d'infrastructures 2005	-	-	-	-
Projets d'infrastructures 2008	150,7	150,7	-	-
	150,7	150,7	-	-
Agriculture, Pêcheries et Alimentation				
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	-	-	-	-
Financement des programmes de gestion des risques agricoles	109,1	109,1	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2,3	2,3	-	0,5
	111,4	111,4	-	0,5
Conseil exécutif				
Financement de la Stratégie d'action jeunesse	-	-	-	(1,3)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	-	-	-	(1,3)
Culture et Communications				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1,2	1,2	-	-
Financement des unités autonomes de service - Centre de conservation du Québec	1,2	1,2	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
Projets d'infrastructures 2008	13,6	13,6	-	-
Soutien à l'Orchestre symphonique de Montréal	-	-	-	-
	16,0	16,0	-	-
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques				
Financement des unités autonomes de service - Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (CEAEQ)	2,4	2,4	-	(1,1)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,5	1,6	(0,1)	-
	3,9	4,0	(0,1)	(1,1)

ANNEXE 4 (suite)

Résultats des comptes à fin déterminée

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Économie, Innovation et Exportations				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,8	0,8	-	-
Programme d'infrastructure du savoir	-	1,0	(1,0)	(5,2)
	0,8	1,8	(1,0)	(5,2)
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche				
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	26,8	26,8	-	-
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école des Naskapis	5,9	5,9	-	-
Formation dans les pénitenciers fédéraux	-	-	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	32,7	32,7	-	-
Énergie et Ressources naturelles				
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	-	-	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	0,1
	-	-	-	0,1
Finances				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
Transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	458,2	458,2	-	-
	458,2	458,2	-	-
Forêts, Faune et Parcs				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,4	2,8	(1,4)	0,5
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiresources	4,1	4,1	-	-
	5,5	6,9	(1,4)	0,5
Immigration, Diversité et Inclusion				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3,0	6,9	(3,9)	(4,0)
	3,0	6,9	(3,9)	(4,0)

ANNEXE 4 (suite)

Résultats des comptes à fin déterminée

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Justice				
Accord relatif à la Loi sur les contraventions	0,6	0,6	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	-	-	-
	0,6	0,6	-	-
Relations internationales et Francophonie				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0,1	0,1	-	-
	0,1	0,1	-	-
Santé et Services sociaux				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	104,0	104,0	-	-
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	-	-	-	-
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22,0	22,0	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	5,0	6,1	(1,1)	(1,3)
Mise en oeuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	39,9	38,9	1,0	4,7
	170,9	171,0	(0,1)	3,4
Sécurité publique				
Administration de la Loi sur les armes à feu	6,0	6,0	-	-
Financement des unités autonomes de service - Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale	3,6	3,6	-	-
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3,0	3,1	(0,1)	(0,2)
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	70,8	70,8	-	-
	83,4	83,5	(0,1)	(0,2)
Transports				
Financement des infrastructures ferroviaires	6,0	6,0	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	-	0,2	(0,2)	(0,3)
	6,0	6,2	(0,2)	(0,3)

ANNEXE 4 (suite)**Résultats des comptes à fin déterminée**

(en millions de dollars)

	2015-2016			2014-2015
	Revenus	Dépenses	Résultats	Résultats
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	6,5	6,5	-	-
Financement du Bureau d'évaluation médicale	3,5	3,5	-	-
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1,6	2,0	(0,4)	-
	11,6	12,0	(0,4)	-
Total avant les ajustements de la consolidation	1 054,9	1 062,0	(7,1)	(7,7)

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque entité consolidée peut ne pas correspondre au total.

Les résultats des entités consolidées sont présentés selon leurs propres conventions comptables, c'est-à-dire avant les ajustements de la consolidation.

L'EFFECTIF DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE

1. LA CIBLE D'EFFECTIF UTILISÉ

La cible d'effectif utilisé représente le niveau d'effectif maximal qu'un ministère, un organisme ou un fonds spécial doit respecter tandis que l'effectif utilisé représente la consommation réelle en équivalent temps complet (ETC).

Des définitions relatives à l'effectif sont présentées à l'annexe 1 du présent chapitre.

2. L'ORIENTATION RETENUE POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET L'EFFECTIF UTILISÉ 2014-2015

Au cours de la dernière année, le gouvernement a annoncé son intention ferme de réduire globalement le niveau de l'effectif de la fonction publique de 2 %. Il a ainsi été demandé aux ministères et organismes de freiner la croissance de leurs effectifs dès 2014-2015, afin d'atteindre une réduction de leur consommation de 3 % d'ici la fin de l'exercice 2015-2016. La marge de 1 % ainsi dégagée sera allouée en fonction des priorités.

À la fin de l'exercice financier 2014-2015, l'effectif utilisé du secteur de la fonction publique, présenté à l'annexe 2, est estimé à 64 167 ETC, une baisse de 1 162 ETC comparativement à l'exercice financier 2013-2014. Cette diminution s'explique essentiellement par le gel de recrutement imposé par le Conseil du trésor de même que par la gestion rigoureuse de l'effectif appliquée par les ministères et organismes.

Pour l'exercice financier 2015-2016, le Conseil du trésor a déterminé une cible d'effectif utilisé pour chacun des ministères, organismes et fonds spéciaux, le cas échéant. Au global, cette cible s'établit à 64 074 ETC.

En considérant l'effectif utilisé estimé en 2014-2015, le gouvernement est donc déjà très bien positionné pour respecter son objectif global de réduction des effectifs. Les prochains mois seront consacrés à la consolidation des résultats obtenus à ce jour, de même qu'à la poursuite des efforts vers l'atteinte de cet objectif et à la constitution de la marge de 1 % pour les priorités.

Variation de l'effectif utilisé

(en ETC)

Effectif utilisé en 2013-2014	65 329
Variation	(1 162)
Effectif utilisé en 2014-2015	64 167
Réduction additionnelle demandée pour 2015-2016	(707)
Cible d'effectif utilisé 2015-2016 transmise aux ministères et organismes	63 460
Marge de manœuvre à allouer	614
Cible globale d'effectif utilisé 2015-2016	64 074

ANNEXE 1

LEXIQUE

Effectif utilisé :	Nombre d'employés réguliers et occasionnels, exprimé en équivalent temps complet (ETC), ayant été rémunérés.
Cible d'effectif ou cible d'effectif utilisé :	Nombre maximum d'employés permanents et occasionnels, exprimé en ETC, pouvant être rémunérés. Le Conseil du trésor fixe annuellement une cible d'effectif à atteindre par ministères, organismes et, le cas échéant, par fonds spéciaux.
Équivalent temps complet (ETC) :	<p>L'ETC représente le ratio entre le salaire de base gagné par un employé au cours d'une année par rapport à celui d'un employé ayant travaillé toute l'année à temps complet.</p> <p>Par exemple, l'ETC d'un employé occupant un emploi à temps complet et travaillant toute l'année équivaut à 1. L'ETC d'un employé dont le salaire est réduit parce qu'il a travaillé à temps partiel, à temps réduit ou seulement une partie de l'année varie entre 0 et 1. Finalement, l'ETC d'une personne qui n'a reçu aucun salaire à cause d'un congé sans solde pendant une année entière est égal à 0.</p>

ANNEXE 2**EFFECTIF UTILISÉ DU SECTEUR DE LA FONCTION PUBLIQUE**

L'effectif du secteur de la fonction publique comprend le personnel des ministères et des organismes, incluant ceux exerçant des opérations fiduciaires, assujetti à la Loi sur la fonction publique (RLRQ, chapitre F-3.1.1).

Il comprend également, pour certains organismes budgétaires uniquement, le personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique, tel que les policiers de la Sûreté du Québec, les juges, les procureurs aux poursuites criminelles et pénales de même que le personnel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse ainsi que du Protecteur du citoyen.

Les étudiants, les stagiaires et le personnel régulier en préretraite sont exclus de cet effectif.

Répartition de l'effectif total utilisé du secteur de la fonction publique en 2014-2015
(en ETC utilisé)

	Personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique	Personnel non assujetti à la Loi sur la fonction publique	Total
Ministères, organismes budgétaires et fonds spéciaux	41 091	7 621	48 712
Organismes autres que budgétaires et ceux exerçant des opérations fiduciaires	15 455	-	15 455
Total	56 546	7 621	64 167

ANNEXE 3**Évolution de l'effectif du secteur de la fonction publique^{1, 2}**
(en ETC)

	Ministères, organismes budgétaires et fonds spéciaux		Organismes autres que budgétaires et ceux exerçant des opérations fiduciaires	
	Niveau	Variation	Niveau	Variation
2004-2005	50 472	-	15 094	-
2005-2006 ³	49 379	(1 093)	14 873	(221)
2006-2007	48 386	(993)	14 758	(115)
2007-2008	47 982	(404)	14 732	(26)
2008-2009	47 845	(137)	14 862	130
2009-2010	47 988	143	14 918	56
2010-2011	47 792	(196)	14 970	52
2011-2012	47 556	(236)	15 192	222
2012-2013	48 774	1 218	15 315	123
2013-2014	49 743	969	15 586	271
2014-2015	48 712	(1 031)	15 455	(131)

¹ Les données sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016 sur base comparable.

² Les données sont redressées pour tenir compte de l'exclusion notamment des étudiants, des stagiaires et du personnel régulier en préretraite.

³ Ce niveau d'effectif exclut l'impact des journées de grève survenues au cours de l'exercice financier 2005-2006.

LA RÉPARTITION DU BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016 PAR GRANDES CATÉGORIES ET PAR BÉNÉFICIAIRES

1. VUE D'ENSEMBLE DE LA RÉPARTITION DES DÉPENSES

Pour l'exercice financier 2015-2016, le budget de dépenses du gouvernement s'établit à 74 790,7 M\$, dont 66 460,0 M\$, ou 88,9 %, sont consacrés aux dépenses de programmes et 8 330,7 M\$, ou 11,1 %, au service de la dette.

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES SELON LES CATÉGORIES

Les dépenses de programmes 2015-2016 se ventilent principalement entre les catégories suivantes :

- 39 150,9 M\$, ou 58,9 %, reliés aux dépenses de rémunération;
- 13 974,2 M\$, ou 21,1 %, attribués aux dépenses relatives au support des personnes, des municipalités, des entreprises et des autres partenaires du gouvernement;
- 9 183,0 M\$, ou 13,8 %, octroyés aux dépenses de fonctionnement et autres.

Budget de dépenses 2015-2016 par supercatégories et catégories¹ (en millions de dollars)

	Catégories					Total	
	Rémunération	Fonctionnement et autres	Capital	Intérêt	Support	M\$	%
Supercatégories							
Rémunération	3 020,9	-	-	-	-	3 020,9	4,1
Fonctionnement	-	2 420,9	-	-	-	2 420,9	3,2
Transfert	35 673,0	6 420,2	2 909,5	1 210,7	12 788,4	59 001,8	78,9
Affectation à un fonds spécial	457,0	177,3	25,6	6,1	1 185,8	1 851,8	2,5
Créances douteuses et autres provisions	-	164,6	-	-	-	164,6	0,2
Dépenses de programmes	39 150,9	9 183,0	2 935,1	1 216,8	13 974,2	66 460,0	88,9
%	58,9	13,8	4,4	1,8	21,1	100,0	
Service de la dette	-	-	-	8 330,7	-	8 330,7	11,1
Dépenses budgétaires	39 150,9	9 183,0	2 935,1	9 547,5	13 974,2	74 790,7	100,0
Dépenses comparatives 2014-2015	38 838,7	8 617,2 ²	2 748,5	9 265,6	14 397,7	73 867,7	

¹ Les catégories de dépenses permettent de représenter les dépenses selon leur nature et leur importance relative. Elles sont présentées à l'annexe 1. La répartition du budget de dépenses par grandes catégories est présentée par portefeuilles à l'annexe 2.

² Tient compte des dépenses de fonctionnement de 9 144,5 M\$, des dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres de 110,5 M\$ et un montant négatif de 637,8 M\$ pour des crédits non dépensés.

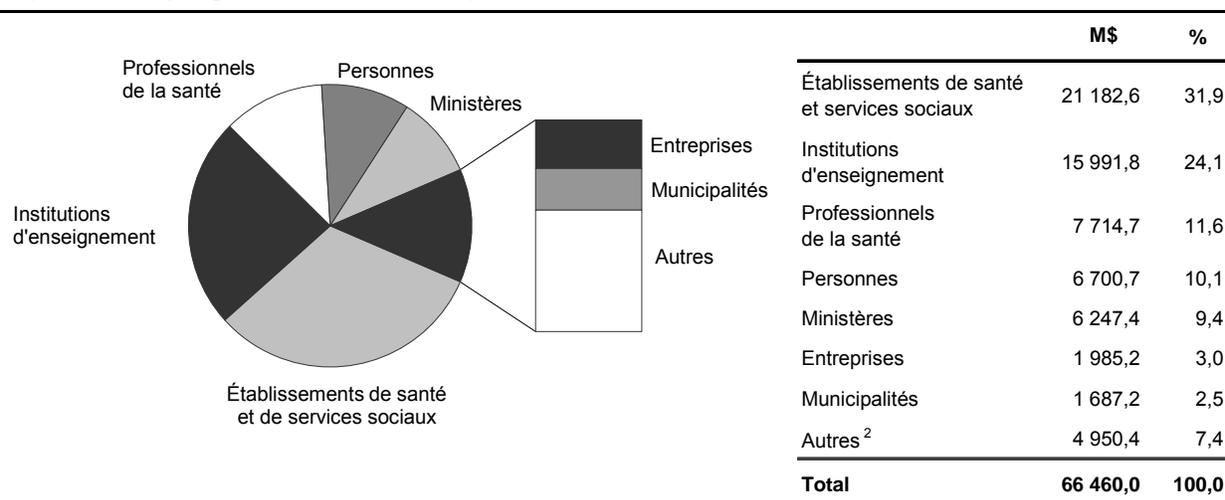
RÉPARTITION DES DÉPENSES DE PROGRAMMES PAR BÉNÉFICIAIRES

Les établissements de santé et de services sociaux ainsi que les institutions d'enseignement sont les principaux bénéficiaires, avec 21 182,6 M\$ et 15 991,8 M\$ respectivement, pour un total de 56,0 % des dépenses de programmes.

Le solde des dépenses de programmes s'établit à 29 285,6 M\$ et se répartit entre les bénéficiaires suivants :

- 7 714,7 M\$, ou 11,6 %, destinés aux professionnels de la santé;
- 6 700,7 M\$, ou 10,1 %, accordés aux dépenses consacrées aux personnes;
- 6 247,4 M\$, ou 9,4 %, prévus pour les ministères;
- 8 622,8 M\$, ou 12,9 %, affectés à divers autres bénéficiaires, soit les entreprises, les municipalités, les organismes à but non lucratif ainsi que les entreprises et les organismes d'État.

Dépenses de programmes 2015-2016 par bénéficiaires¹



¹ La répartition des dépenses par bénéficiaires est présentée pour chaque portefeuille à l'annexe 3.

² Incluant les organismes à but non lucratif ainsi que les entreprises et organismes d'État.

2. LES DÉPENSES DE RÉMUNÉRATION

Pour l'exercice financier 2015-2016, les dépenses de rémunération s'établissent à 39 150,9 M\$, se répartissant comme suit :

- 38,1 %, consacrés aux établissements de santé et de services sociaux;
- 32,0 %, destinés aux institutions d'enseignement;
- 19,7 %, alloués aux professionnels de la santé;
- 10,2 %, associés au personnel des ministères et aux autres bénéficiaires.

Globalement, la hausse de 312,2 M\$ prévue aux dépenses de rémunération est partagée notamment entre ces principaux secteurs :

- Une croissance de 433,4 M\$ est prévue au portefeuille « Santé et Services sociaux », s'expliquant principalement par les ajustements découlant des conventions collectives et des contributions du gouvernement à titre d'employeur pour le personnel du réseau et de ceux prévus à la rémunération des professionnels de la santé, incluant les ententes avec les fédérations médicales, compensée en partie par les mesures d'économie, dont la révision de la gouvernance du réseau;
- Une diminution de 73,1 M\$ est prévue au portefeuille « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche », attribuable principalement à l'exercice de révision des programmes de subventions dans les réseaux de l'éducation;
- Dans les autres ministères ainsi que pour les autres bénéficiaires, une baisse de 48,1 M\$ est anticipée.

La répartition du Budget de dépenses 2015-2016 par grandes catégories et par bénéficiaires

Dépenses de rémunération prévues en 2015-2016 par bénéficiaires¹

(en millions de dollars)

	Salaires	Contributions d'employeur			Total	
		Régimes de retraite	Autres	Sous-total	M\$	%
Santé et Services sociaux						
Ministère	68,7	-	7,1	7,1	75,8	0,2
Établissements de santé et de services sociaux	12 298,4	1 162,8	1 451,1	2 613,9	14 912,3	38,1
Professionnels de la santé	7 714,7	-	-	-	7 714,7	19,7
Autres bénéficiaires	117,5	-	21,4	21,4	138,9	0,3
	20 199,3	1 162,8	1 479,6	2 642,4	22 841,7	58,3
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche						
Ministère	89,2	-	9,4	9,4	98,6	0,3
Institutions d'enseignement	10 162,0	1 238,0	1 144,5	2 382,5	12 544,5	32,0
Autres bénéficiaires	20,4	-	3,9	3,9	24,3	0,1
	10 271,6	1 238,0	1 157,8	2 395,8	12 667,4	32,4
Autres						
Ministères	2 579,1	436,9	266,9	703,8	3 282,9	8,4
Autres bénéficiaires	294,7	24,4	39,8	64,2	358,9	0,9
	2 873,8	461,3	306,7	768,0	3 641,8	9,3
Total	33 344,7	2 862,1	2 944,1	5 806,2	39 150,9	100,0
Dépenses comparatives 2014-2015	33 102,4	2 831,9	2 904,4	5 736,3	38 838,7	

¹ Comprend les crédits de la supercatégorie « Rémunération » et de la catégorie « Rémunération » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

3. LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 9 018,4 M\$ en 2015-2016, se ventilant comme suit :

- 48,6 % pour les établissements de santé et de services sociaux, soit 4 387,6 M\$, ainsi que 18,2 % aux institutions d'enseignement, soit 1 637,1 M\$;
- 28,8 % aux ministères, soit 2 593,9 M\$, et 4,4 % aux autres bénéficiaires, soit 399,8 M\$.

En 2015-2016, les dépenses de fonctionnement diminuent de 126,1 M\$ par rapport à 2014-2015. La réduction résulte principalement des variations suivantes :

- Au portefeuille « Santé et Services sociaux », la diminution de 313,0 M\$ des dépenses de fonctionnement par rapport à 2014-2015 découle principalement des économies escomptées de l'amélioration de la pertinence des soins et des services en santé physique, de la révision de la gouvernance du réseau ainsi que de la récurrence des mesures de réduction effectuées en 2014-2015;
- Au portefeuille « Éducation, Enseignement supérieur et Recherche », la diminution de 92,4 M\$ résulte principalement des révisions apportées au programme de péréquation scolaire, d'une réduction de l'aide accordée pour le transport scolaire de même que des choix institutionnels faits par les établissements, notamment dans le cadre de l'optimisation des ressources dédiées aux réseaux de l'éducation;
- Au portefeuille « Conseil du trésor et Administration gouvernementale », l'augmentation de 273,2 M\$ résulte de la variation du Fonds de suppléance.

La répartition du Budget de dépenses 2015-2016 par grandes catégories et par bénéficiaires

Dépenses de fonctionnement prévues en 2015-2016 par bénéficiaires (en millions de dollars)

	Fonctionnement ¹	Transfert		Total	
		Réseaux	Autres	M\$	%
Santé et Services sociaux					
Ministère	50,4	-	-	50,4	0,6
Établissements de santé et de services sociaux	-	4 387,6	-	4 387,6	48,6
Autres bénéficiaires	-	-	165,8	165,8	1,8
	50,4	4 387,6	165,8	4 603,8	51,0
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche					
Ministère	65,6	-	-	65,6	0,7
Aide aux institutions d'enseignement	4,3	1 632,8	-	1 637,1	18,2
Autres bénéficiaires	-	-	7,6	7,6	0,1
	69,9	1 632,8	7,6	1 710,3	19,0
Autres					
Ministères	2 477,9	-	-	2 477,9	27,5
Autres bénéficiaires	-	-	226,4	226,4	2,5
	2 477,9	-	226,4	2 704,3	30,0
Total	2 598,2	6 020,4	399,8	9 018,4	100,0
Dépenses comparatives 2014-2015	2 330,6	6 413,7	400,2	9 144,5	

¹ Incluant les dépenses de la supercatégorie « Fonctionnement » et de la catégorie « Fonctionnement » de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

4. LES DÉPENSES DE CAPITAL

Les dépenses prévues pour le capital passent de 2 748,5 M\$ en 2014-2015 à 2 935,1 M\$ en 2015-2016, en hausse de 186,6 M\$.

Les dépenses de capital sont affectées suivant trois modes d'intervention utilisés par le gouvernement : le remboursement du principal, les subventions pour des fins d'immobilisations et les dépenses en capital des fonds spéciaux.

DÉPENSES POUR LE REMBOURSEMENT DU PRINCIPAL

En 2015-2016, les dépenses servant au remboursement du principal sur la dette subventionnée représentent 90,3 % de l'ensemble des dépenses de capital.

Ces dépenses se situent à 2 649,5 M\$ en 2015-2016 comparativement à 2 493,8 M\$ en 2014-2015, ce qui représente une augmentation de 155,7 M\$ s'expliquant principalement par une hausse des investissements autorisés dans le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que dans les réseaux de l'éducation.

SUBVENTIONS POUR FINS D'IMMOBILISATIONS

Les subventions pour des fins d'immobilisations représentent 8,8 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2015-2016. Elles sont principalement destinées aux institutions d'enseignement, aux entreprises et aux autres bénéficiaires.

Elles s'élèvent à 260,0 M\$ en 2015-2016 par rapport à 228,5 M\$ en 2014-2015, en hausse de 31,5 M\$. Cette variation est attribuable principalement à une augmentation au portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire » et s'explique notamment par un redressement à la Société d'habitation du Québec en 2015-2016 suite à l'utilisation en 2014-2015 d'un excédent cumulé au 31 mars 2014.

DÉPENSES EN CAPITAL DES FONDS SPÉCIAUX

Les dépenses en capital à l'égard desquelles les ministères allouent des sommes aux fonds spéciaux représentent 0,9 % de l'ensemble des dépenses de capital en 2015-2016. Ainsi, les ministères, par l'entremise de leurs fonds spéciaux, sont les uniques bénéficiaires de ces dépenses.

Ces dépenses s'élèvent à 25,6 M\$ en 2015-2016 par rapport à 26,2 M\$ en 2014-2015, en baisse de 0,6 M\$.

La répartition du Budget de dépenses 2015-2016 par grandes catégories et par bénéficiaires

Dépenses de capital prévues en 2015-2016 par bénéficiaires¹

(en millions de dollars)

	Fonds spéciaux	Immobilisations subventionnées		Total	
		Remboursement du principal	Subventions pour fins d'immobilisations	M\$	%
Santé et services sociaux					
Établissements de santé et de services sociaux	-	902,9	13,6	916,5	31,2
Autres bénéficiaires	-	-	3,1	3,1	0,1
	-	902,9	16,7	919,6	31,3
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche					
Institutions d'enseignement	-	1 006,5	58,5	1 065,0	36,3
Autres bénéficiaires	-	2,1	0,7	2,8	0,1
	-	1 008,6	59,2	1 067,8	36,4
Affaires municipales et Occupation du territoire					
Municipalités	-	298,5	-	298,5	10,2
Autres bénéficiaires	-	152,0	154,6	306,6	10,4
	-	450,5	154,6	605,1	20,6
Autres					
Ministères	25,6	-	-	25,6	0,9
Entreprises	-	5,1	18,5	23,6	0,8
Municipalités	-	56,3	0,2	56,5	1,9
Autres bénéficiaires	-	226,1	10,8	236,9	8,1
	25,6	287,5	29,5	342,6	11,7
Total	25,6	2 649,5	260,0	2 935,1	100,0
%	0,9	90,3	8,8	100,0	
Dépenses comparatives 2014-2015	26,2	2 493,8	228,5	2 748,5	

¹ Incluant les dépenses de la catégorie « Capital » des supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial ».

5. LES DÉPENSES D'INTÉRÊT

Pour l'exercice financier 2015-2016, les dépenses d'intérêt assumées par le gouvernement s'établissent à 9 547,5 M\$ comparativement à 9 265,6 M\$ pour 2014-2015.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE DU FONDS GÉNÉRAL DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU

Les dépenses 2015-2016 affectées au service de la dette augmentent de 167,0 M\$ par rapport à 2014-2015 pour s'établir à 8 330,7 M\$.

Cette hausse s'explique notamment par l'augmentation prévue de la dette.

INTÉRÊTS SUR LA DETTE IMPUTABLE AUX DÉPENSES DE PROGRAMMES

Pour leur part, les intérêts sur la dette imputable aux dépenses de programmes s'élèvent à 1 216,8 M\$, ce qui représente une augmentation de 114,9 M\$ s'expliquant principalement par une hausse des investissements autorisés dans le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que dans les réseaux de l'éducation.

La répartition du Budget de dépenses 2015-2016 par grandes catégories et par bénéficiaires

Dépenses d'intérêt prévues en 2015-2016 par bénéficiaires (en millions de dollars)

	Dette subventionnée et autres ¹	Dette gouvernementale	Total	
			M\$	%
Santé et Services sociaux				
Établissements de santé et de services sociaux	384,3	-	384,3	31,6
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche				
Institutions d'enseignement	488,5	-	488,5	40,2
Autres bénéficiaires	2,4	-	2,4	0,2
	490,9	-	490,9	40,4
Affaires municipales et Occupation du territoire				
Municipalités	134,0	-	134,0	11,0
Autres bénéficiaires	108,7	-	108,7	8,9
	242,7	-	242,7	19,9
Autres				
Municipalités	19,6	-	19,6	1,6
Autres bénéficiaires	79,3	-	79,3	6,5
	98,9	-	98,9	8,1
Dépenses de programmes	1 216,8	-	1 216,8	100,0
Service de la dette				
Dette directe	-	5 552,7	5 552,7	
Compte des régimes de retraite	-	2 797,0	2 797,0	
Avantages sociaux futurs	-	(19,0)	(19,0)	
	-	8 330,7	8 330,7	
Total	1 216,8	8 330,7	9 547,5	
Dépenses comparatives 2014-2015	1 101,9	8 163,7	9 265,6	

¹ Incluant les dépenses de la catégorie « Intérêt » de la supercatégorie « Transfert » et de la supercatégorie « Affectation à un fonds spécial ».

6. LES DÉPENSES DE SUPPORT

Les dépenses de support regroupent des programmes de soutien et d'aide destinés principalement aux personnes, aux organismes à but non lucratif, aux entreprises et aux municipalités. Près de la moitié des dépenses de support est versée à des personnes.

Les dépenses de support s'établissent à 13 974,2 M\$ en 2015-2016, soit une baisse de 423,5 M\$ par rapport à 2014-2015, dont :

- Au portefeuille « Affaires municipales et Occupation du territoire », une diminution de 150,9 M\$ s'expliquant principalement par la réduction des transferts financiers aux organismes municipaux, telle que convenue dans le cadre du Pacte fiscal transitoire;
- Au portefeuille « Agriculture, Pêcheries et Alimentation », une baisse de 139,5 M\$ essentiellement attribuable à la diminution de la contribution gouvernementale versée à La Financière agricole du Québec consécutive à la conjoncture favorable qui prévaut sur les marchés des produits agricoles;
- Au portefeuille « Famille », une diminution de 82,5 M\$ expliquée principalement par la croissance du budget pour le développement de 4 000 places en 2015-2016, mais également par la révision de la contribution parentale ainsi que par des mesures d'économie à l'égard du financement des services de garde;
- Au portefeuille « Économie, Innovation et Exportations », une baisse de 42,0 M\$ s'expliquant principalement par une réduction des crédits visant à couvrir les coûts associés aux projets mobilisateurs, ces derniers étant en voie d'être complétés, ainsi que par la diminution des contributions financières non remboursables par rapport aux interventions gouvernementales sous forme de contributions financières remboursables.

La répartition du Budget de dépenses 2015-2016 par grandes catégories et par bénéficiaires

Dépenses de support prévues en 2015-2016 par bénéficiaires (en millions de dollars)

	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total	
			M\$	%
Santé et Services sociaux				
Établissements de santé et de services sociaux	537,0	-	537,0	3,8
Personnes	2 459,0	-	2 459,0	17,6
Autres bénéficiaires	930,9	174,4	1 105,3	7,9
	<u>3 926,9</u>	<u>174,4</u>	4 101,3	29,3
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche				
Institutions d'enseignement	85,0	-	85,0	0,6
Personnes	755,3	-	755,3	5,4
Autres bénéficiaires	143,9	-	143,9	1,0
	<u>984,2</u>	<u>-</u>	984,2	7,0
Famille				
Entreprises	454,0	-	454,0	3,2
Personnes	1,4	-	1,4	-
Autres bénéficiaires	1 888,7	-	1 888,7	13,5
	<u>2 344,1</u>	<u>-</u>	2 344,1	16,7
Travail, Emploi et Solidarité sociale				
Institutions d'enseignement	-	49,7	49,7	0,4
Personnes	2 864,2	240,4	3 104,6	22,2
Autres bénéficiaires	42,7	551,9	594,6	4,3
	<u>2 906,9</u>	<u>842,0</u>	3 748,9	26,9
Autres				
Entreprises	720,0	96,6	816,6	5,9
Municipalités	1 104,6	12,5	1 117,1	8,0
Personnes	368,2	-	368,2	2,7
Autres bénéficiaires	433,5	60,3	493,8	3,5
	<u>2 626,3</u>	<u>169,4</u>	2 795,7	20,1
Total	12 788,4	1 185,8	13 974,2	100,0
Dépenses comparatives 2014-2015	13 155,2	1 242,5	14 397,7	

7. LES DÉPENSES RELATIVES AUX PROVISIONS POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS

Les dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions sont composées de la variation des provisions pour créances douteuses, des provisions pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement ainsi que celles pour pertes sur les placements en actions.

Pour l'exercice financier 2015-2016, ces dépenses augmentent de 54,1 M\$ pour s'établir à 164,6 M\$:

- Les dépenses attribuables à la variation des provisions pour créances douteuses totalisent 14,9 M\$, soit une baisse de 2,0 M\$;
- Les dépenses liées aux autres provisions s'établissent à 149,7 M\$ en 2015-2016, augmentant de 56,1 M\$ par rapport à 2014-2015. Cette augmentation se retrouve principalement au portefeuille « Économie, Innovation et Exportations » et découle essentiellement de l'accroissement des interventions gouvernementales sous forme de contributions financières remboursables par rapport aux contributions financières non remboursables.

Dépenses relatives aux provisions pour créances douteuses et autres provisions en 2015-2016 (en millions de dollars)

	Créances douteuses	Autres provisions	Total	%
Économie, Innovation et Exportations	-	148,7	148,7	90,3
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	6,0	-	6,0	3,7
Autres ministères	8,9	1,0	9,9	6,0
Total	14,9	149,7	164,6	100,0
Dépenses comparatives 2014-2015	16,9	93,6	110,5	

ANNEXE 1

NATURE DES CATÉGORIES DE DÉPENSES

Rémunération

La rémunération englobe les honoraires des professionnels de la santé et les salaires des employés du réseau de la santé et des services sociaux, des réseaux de l'éducation ainsi que de la fonction publique, les contributions d'employeur au titre des régimes de retraite ainsi que celles versées aux différents régimes étatiques établis et aux régimes d'assurance collective.

Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement et autres comprennent les dépenses de soutien et d'administration des ministères et organismes, incluant le Fonds de suppléance, celles du réseau de la santé et des services sociaux ainsi que celles des réseaux de l'éducation. Sont incluses aussi les dépenses reliées à l'amortissement des immobilisations des ministères et organismes, incluant celles en ressources informationnelles.

Capital

Les dépenses de capital incluent les immobilisations subventionnées et les sommes versées aux fonds spéciaux aux fins des engagements inhérents à leurs immobilisations. Le gouvernement subventionne, selon le cas, le coût des immobilisations des bénéficiaires ou le remboursement du principal inhérent aux emprunts contractés par ses partenaires.

Les dépenses pour le remboursement du principal servent à assumer le financement de la quote-part gouvernementale sur les immobilisations subventionnées par le service de la dette. Ce mode d'intervention s'applique aux investissements réalisés par les institutions d'enseignement, les établissements de santé et de services sociaux, par les municipalités, dans le cas du transport en commun et de l'assainissement des eaux, ainsi que par les institutions culturelles dans le cas des équipements culturels.

Pour ces secteurs, les projets d'immobilisations achevés sont financés par des emprunts à long terme. Le calendrier de remboursement peut, selon le cas, s'étendre sur une période de 25 ans. Pour assumer sa part, le gouvernement s'engage à effectuer, en tout ou en partie, le remboursement du principal.

Intérêt

Les dépenses d'intérêt comprennent les dépenses affectées au service de la dette subventionnée, prises en compte dans les dépenses de programmes, et les dépenses servant au paiement des intérêts sur la dette du gouvernement.

Support

Les dépenses de support comprennent les diverses autres subventions destinées à fournir une aide financière sous différentes formes aux personnes, aux entreprises, aux organismes publics et parapublics et autres partenaires du gouvernement.

ANNEXE 2

Répartition du Budget de dépenses 2015-2016 par grandes catégories
 (en millions de dollars)

	Rémunération	Fonctionnement et autres ¹	Capital	Intérêt	Support	Total
Assemblée nationale	96,5	31,7	-	-	0,1	128,3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59,0	21,3	-	-	10,5	90,8
Affaires municipales et Occupation du territoire	77,0	39,9	605,1	242,7	778,6	1 743,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	144,2	74,0	18,7	0,1	644,7	881,7
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	595,8	613,2	-	0,7	-	1 209,7
Conseil exécutif	91,9	28,7	7,4	1,5	275,2	404,7
Culture et Communications	161,1	96,8	129,3	43,7	239,6	670,5
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	83,0	43,0	6,9	2,0	13,6	148,5
Économie, Innovation et Exportations	61,1	182,3	64,6	6,4	275,6	590,0
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	12 667,4	1 716,3	1 067,8	490,9	984,2	16 926,6
Énergie et Ressources naturelles	45,9	23,3	1,9	1,7	2,2	75,0
Famille	60,1	74,6	25,3	12,7	2 344,1	2 516,8
Finances	77,7	38,0	-	-	31,2	146,9
Forêts, Faune et Parcs	174,1	182,0	16,3	9,4	68,0	449,8
Immigration, Diversité et Inclusion	50,8	193,7	-	-	39,4	283,9
Justice	469,1	216,4	0,5	-	187,9	873,9
Relations internationales et Francophonie	49,4	18,6	-	-	26,7	94,7
Santé et Services sociaux	22 841,7	4 603,8	919,6	384,3	4 101,3	32 850,7
Sécurité publique	862,1	378,4	6,4	0,1	79,1	1 326,1
Tourisme	30,0	25,6	25,8	12,8	29,3	123,5
Transports	131,8	408,3	17,8	4,3	94,0	656,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	321,2	173,1	21,7	3,5	3 748,9	4 268,4
Dépenses de programmes	39 150,9	9 183,0	2 935,1	1 216,8	13 974,2	66 460,0
Service de la dette	-	-	-	8 330,7	-	8 330,7
Dépenses budgétaires	39 150,9	9 183,0	2 935,1	9 547,5	13 974,2	74 790,7

¹ Incluant les dépenses relatives aux créances douteuses et autres provisions.

ANNEXE 3

Répartition des dépenses de programmes 2015-2016 par bénéficiaires
(en millions de dollars)

	Ministères	Établissements de santé et de services sociaux	Institutions d'enseignement	Personnes ¹	Municipalités	Entreprises	Autres ²	Total
Assemblée nationale	128,2	-	-	-	-	-	0,1	128,3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	80,3	-	-	-	-	-	10,5	90,8
Affaires municipales et Occupation du territoire	85,7	-	8,8	137,5	1 144,9	4,4	362,0	1 743,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	177,6	-	7,8	-	0,6	610,1	85,6	881,7
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 183,8	1,8	24,1	-	-	-	-	1 209,7
Conseil exécutif	118,6	0,2	0,7	-	226,7	5,8	52,7	404,7
Culture et Communications	77,7	-	1,5	13,8	63,7	48,2	465,6	670,5
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	125,9	-	-	-	11,7	-	10,9	148,5
Économie, Innovation et Exportations	229,7	-	74,8	0,3	2,6	156,8	125,8	590,0
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	170,1	30,7	15 820,2	755,3	-	-	150,3	16 926,6
Énergie et Ressources naturelles	70,2	-	-	-	2,6	-	2,2	75,0
Famille	104,2	1,7	0,7	1,4	10,2	454,0	1 944,6	2 516,8
Finances	103,4	10,0	-	-	10,9	-	22,6	146,9
Forêts, Faune et Parcs	358,5	-	2,3	-	12,5	5,0	71,5	449,8
Immigration, Diversité et Inclusion	244,5	-	-	18,3	1,0	-	20,1	283,9
Justice	578,8	-	-	182,5	-	-	112,6	873,9
Relations internationales et Francophonie	68,0	0,2	1,2	0,6	-	-	24,7	94,7
Santé et Services sociaux	126,2	21 137,7	-	10 173,7	-	565,2	847,9	32 850,7
Sécurité publique	1 241,6	-	-	14,7	60,8	1,8	7,2	1 326,1
Tourisme	22,8	-	-	-	-	5,8	94,9	123,5
Transports	450,1	-	-	12,7	87,7	7,4	98,3	656,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	501,5	0,3	49,7	3 104,6	51,3	120,7	440,3	4 268,4
Dépenses de programmes	6 247,4	21 182,6	15 991,8	14 415,4	1 687,2	1 985,2	4 950,4	66 460,0

¹ Incluant l'aide aux personnes et les professionnels de la santé.

² Incluant les organismes à but non lucratif ainsi que les entreprises et organismes d'État.

APPENDICES

APPENDICE A

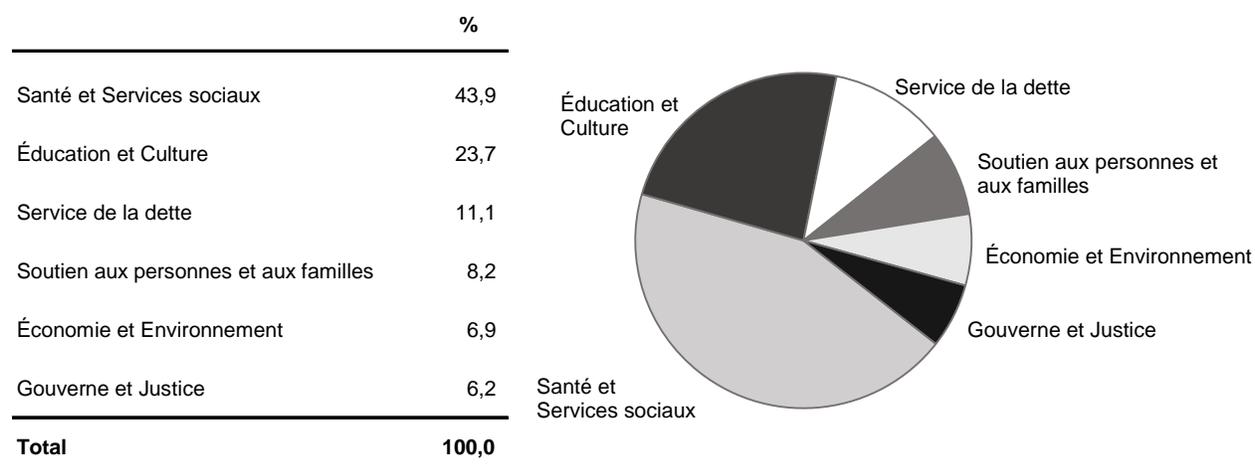
LE BUDGET DE DÉPENSES 2015-2016 PAR MISSIONS

Les dépenses budgétaires du gouvernement sont regroupées en six grandes missions de l'État, soit : Santé et Services sociaux, Éducation et Culture, Économie et Environnement, Soutien aux personnes et aux familles, Gouverne et Justice et Service de la dette.

Trois missions regroupent plus des trois quarts des dépenses budgétaires :

- La mission Santé et Services sociaux, avec 43,9 % des dépenses;
- La mission Éducation et Culture, qui totalise 23,7 % des dépenses;
- La mission Service de la dette, qui représente 11,1 % des dépenses.

Répartition par missions du Budget de dépenses 2015-2016



Appendice A : Le Budget de dépenses 2015-2016 par missions

Dépenses par portefeuilles et missions en 2015-2016

(en millions de dollars)

Portefeuilles	Missions						Total
	Santé et Services sociaux	Éducation et Culture	Économie et Environnement	Soutien aux personnes et aux familles	Gouverne et Justice	Service de la dette	
Assemblée nationale	-	-	-	-	128,3	-	128,3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	90,8	-	90,8
Affaires municipales et Occupation du territoire	-	-	1 111,8	-	631,5	-	1 743,3
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	-	-	881,7	-	-	-	881,7
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	-	-	-	-	1 209,7	-	1 209,7
Conseil exécutif	-	-	-	-	404,7	-	404,7
Culture et Communications	-	670,5	-	-	-	3,7	674,2
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	-	-	148,5	-	-	-	148,5
Économie, Innovation et Exportations	-	-	590,0	-	-	-	590,0
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	-	16 752,2	174,4	-	-	-	16 926,6
Énergie et Ressources naturelles	-	-	75,0	-	-	-	75,0
Famille	-	-	-	2 516,8	-	-	2 516,8
Finances	-	-	-	-	146,9	8 327,0	8 473,9
Forêts, Faune et Parcs	-	-	449,8	-	-	-	449,8
Immigration, Diversité et Inclusion	-	283,9	-	-	-	-	283,9
Justice	-	-	-	184,0	689,9	-	873,9
Relations internationales et Francophonie	-	-	94,7	-	-	-	94,7
Santé et Services sociaux	32 850,7	-	-	-	-	-	32 850,7
Sécurité publique	-	-	-	-	1 326,1	-	1 326,1
Tourisme	-	-	123,5	-	-	-	123,5
Transports	-	-	656,2	-	-	-	656,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale	-	-	838,5	3 400,0	30,0	-	4 268,4
Total des missions	32 850,7	17 706,7	5 143,9	6 100,8	4 657,9	8 330,7	74 790,7

Note : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque portefeuille peut ne pas correspondre au total.

Mission Santé et Services sociaux, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Santé et Services sociaux					
Fonctions de coordination	134,6	131,8	123,9	117,6	251,5
Office des personnes handicapées du Québec	12,5	13,1	12,8	12,1	11,9
Régie de l'assurance maladie du Québec	9 861,0	9 579,3	9 579,3	9 022,4	8 204,0
Services dispensés à la population	22 842,6	22 828,9	22 673,8	21 934,4	21 636,5
Total de la mission	32 850,7	32 553,1	32 389,8	31 086,6	30 103,9

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2014-2015 correspondent aux dépenses comparatives 2014-2015 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016.

Mission Éducation et Culture, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Culture et Communications					
Charte de la langue française	27,4	28,3	26,7	26,1	25,5
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec	54,3	57,3	55,4	54,6	49,8
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	588,8	578,7	570,2	579,9	568,7
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche					
Administration	165,8	177,3	171,8	161,4	158,8
Aide financière aux études	705,6	653,3	653,3	612,2	571,1
Développement du loisir et du sport	69,8	70,9	69,4	67,8	65,5
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire	9 258,0	9 242,8	9 257,4	9 081,5	8 961,2
Enseignement supérieur	5 282,3	5 381,6	5 311,3	5 313,7	5 031,6
Organismes relevant du ministre	32,8	32,8	32,5	32,2	30,2
Régimes de retraite	1 238,0	1 226,6	1 226,6	1 201,4	986,4
Immigration, Diversité et Inclusion					
Immigration, Diversité et Inclusion	283,9	290,5	168,0	161,9	156,8
Total de la mission	17 706,7	17 740,1	17 542,8	17 292,7	16 605,7

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2014-2015 correspondent aux dépenses comparatives 2014-2015 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016.

Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Affaires municipales et Occupation du territoire					
Développement des territoires	114,0	180,1	164,7	181,5	185,1
Habitation	447,3	424,4	449,1	331,8	399,9
Modernisation des infrastructures municipales	431,0	412,3	393,2	390,5	352,7
Promotion et développement de la région métropolitaine	119,5	111,6	111,6	99,3	115,1
Agriculture, Pêcheries et Alimentation					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments	421,3	423,4	426,4	427,0	424,8
Organismes d'État	460,4	611,4	498,0	619,9	643,5
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5,0	5,3	6,8	5,5	4,9
Protection de l'environnement	143,4	148,3	146,5	158,5	157,9
Économie, Innovation et Exportations					
Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations	355,5	403,8	400,5	345,2	390,5
Interventions relatives au Fonds du développement économique	234,5	183,2	181,4	221,3	70,4
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche					
Organismes dédiés à la recherche	174,4	174,9	173,8	166,0	183,7

Mission Économie et Environnement, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Énergie et Ressources naturelles					
Gestion des ressources naturelles	75,0	80,8	79,0	63,2	92,5
Forêts, Faune et Parcs					
Faune et Parcs	125,2	127,0	121,8	129,3	129,1
Forêts	324,6	343,9	328,5	349,9	410,6
Relations internationales et Francophonie					
Affaires internationales	94,7	92,7	90,7	103,9	115,0
Tourisme					
Promotion et développement du tourisme	123,5	126,7	123,6	135,5	129,2
Transports					
Administration et services corporatifs	65,3	66,7	65,7	77,4	87,6
Infrastructures et systèmes de transport	590,9	621,4	596,2	630,4	625,2
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Mesures d'aide à l'emploi	787,7	800,5	808,7	841,1	871,5
Promotion et développement de la Capitale-Nationale	50,8	51,2	50,4	33,2	53,7
Total de la mission	5 143,9	5 389,4	5 216,6	5 310,2	5 443,1

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2014-2015 correspondent aux dépenses comparatives 2014-2015 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016.

Mission Soutien aux personnes et aux familles, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Famille					
Condition des aînés	24,6	24,4	18,9	21,0	18,0
Curateur public	47,5	44,3	44,1	56,4	55,3
Mesures d'aide à la famille	2 391,2	2 470,4	2 485,6	2 403,0	2 317,0
Planification, recherche et administration	53,5	57,1	55,4	55,3	55,0
Justice					
Accessibilité à la justice	176,3	164,3	161,5	163,4	170,5
Condition féminine	7,7	11,0	10,9	10,6	9,4
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Administration	454,7	476,9	451,9	466,0	505,6
Mesures d'aide financière	2 945,2	2 954,6	3 039,7	3 016,5	2 998,0
Total de la mission	6 100,8	6 203,1	6 268,0	6 192,1	6 128,7

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2014-2015 correspondent aux dépenses comparatives 2014-2015 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016.

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Assemblée nationale					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale	54,5	53,8	53,8	53,6	51,7
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires	7,0	7,0	7,0	7,2	8,6
Services statutaires aux parlementaires	66,8	66,0	66,0	60,8	58,8
Personnes désignées par l'Assemblée nationale					
Administration du système électoral	42,2	84,9	84,9	85,0	105,9
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie	1,2	0,8	0,8	0,7	0,8
Le Commissaire au lobbying	3,3	3,3	3,2	3,1	3,0
Le Protecteur du citoyen	15,3	15,1	15,1	14,5	14,3
Le Vérificateur général	28,9	28,5	27,3	26,5	27,1
Affaires municipales et Occupation du territoire					
Administration générale	56,5	56,8	55,5	51,0	48,9
Commission municipale du Québec	3,1	3,2	3,1	3,1	2,7
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités	551,6	636,7	636,7	615,6	609,5
Régie du logement	20,3	18,8	20,3	22,2	20,4

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Conseil du trésor et Administration gouvernementale					
Commission de la fonction publique	4,0	4,1	4,0	4,0	3,9
Fonctions gouvernementales	214,5	216,5	213,2	486,2	159,6
Fonds de suppléance	449,2	157,9	-	-	-
Régimes de retraite et d'assurances	456,5	458,8	458,8	379,3	300,8
Secrétariat du Conseil du trésor	85,6	93,7	90,2	75,1	80,5
Conseil exécutif					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques	7,8	8,4	8,1	8,0	6,6
Affaires autochtones	252,7	262,0	255,9	237,1	235,6
Affaires intergouvernementales canadiennes	12,8	14,5	14,4	14,2	13,6
Cabinet du lieutenant-gouverneur	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Implantation de la stratégie maritime	1,0	0,8	0,8	-	-
Jeunesse	38,6	43,7	41,1	45,1	46,1
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif	91,1	95,2	86,5	92,1	86,4
Finances					
Direction du Ministère	38,6	40,4	39,3	47,6	34,1
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement	108,3	93,2	54,3	51,2	49,5

Appendice A : Le Budget de dépenses 2015-2016 par missions

Mission Gouverne et Justice, dépenses par portefeuilles et programmes (suite)

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Justice					
Activité judiciaire	114,3	110,4	112,0	110,3	104,8
Administration de la justice	284,0	287,5	289,6	304,5	287,9
Autres organismes relevant du ministre	22,9	23,4	22,9	24,6	24,2
Indemnisation et reconnaissance	131,2	120,0	120,0	113,9	107,1
Justice administrative	14,2	13,9	13,4	13,0	12,3
Poursuites criminelles et pénales	123,4	119,9	127,4	123,2	113,5
Sécurité publique					
Organismes relevant du ministre	44,4	39,0	39,4	38,4	35,7
Sécurité, prévention et gestion interne	664,8	625,4	657,2	635,4	618,1
Sûreté du Québec	616,9	622,5	629,7	657,7	652,5
Travail, Emploi et Solidarité sociale					
Travail	30,0	29,4	34,3	35,8	40,4
Total de la mission	4 657,9	4 456,2	4 286,8	4 440,7	3 965,4

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2014-2015 correspondent aux dépenses comparatives 2014-2015 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016.

Mission Service de la dette, dépenses par portefeuilles et programmes

(en millions de dollars)

Portefeuilles et programmes	Budget de dépenses 2015-2016	Budget de dépenses 2014-2015	Dépense probable 2014-2015	Dépenses 2013-2014	Dépenses 2012-2013
Culture et Communications					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec	3,7	3,7	3,7	3,8	4,1
Finances					
Service de la dette	8 327,0	8 160,0	8 160,0	8 430,1	7 762,1
Total de la mission	8 330,7	8 163,7	8 163,7	8 433,9	7 766,2
Crédits non dépensés	-	(637,8)	-	-	-
Total des missions	74 790,7	73 867,7	73 867,7	72 756,2	70 013,1

Notes : Les données étant arrondies, la somme des montants inscrits à chaque programme peut ne pas correspondre au total.

Les données au titre du budget de dépenses 2014-2015 correspondent aux dépenses comparatives 2014-2015 apparaissant au volume Crédits des ministères et organismes.

Les dépenses de programmes par missions sont présentées selon la structure budgétaire 2015-2016.

APPENDICE B

INDICATEURS ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

Cet appendice présente l'évolution des principaux indicateurs économiques et budgétaires du Québec depuis l'exercice financier 2001-2002, soit pour une période de 15 ans, et se compose de trois tableaux présentant :

- L'évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires;
- L'évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques;
- Les dépenses par portefeuilles.

B.1

Évolution des dépenses de programmes, du service de la dette et des dépenses budgétaires

	Dépenses de programmes		Service de la dette		Dépenses budgétaires ¹	
	M\$	variation en %	M\$	variation en %	M\$	variation en %
2001-2002	40 088	4,6	6 930	(4,4)	47 018	3,2
2002-2003	41 865	4,4	6 804	(1,8)	48 669	3,5
2003-2004	43 357	3,6	6 850	0,7	50 207	3,2
2004-2005	45 480	4,9	7 035	2,7	52 515	4,6
2005-2006	46 782	2,9	7 042	0,1	53 824	2,5
2006-2007	49 022	4,8	7 185	2,0	56 207	4,4
2007-2008	51 774	5,6	7 160	(0,3)	58 934	4,9
2008-2009	55 197	6,6	6 639	(7,3)	61 836	4,9
2009-2010	58 215	5,5	6 240	(6,0)	64 455	4,2
2010-2011	59 978	3,0	7 084	13,5	67 062	4,0
2011-2012	61 503	2,5	7 348	3,7	68 851	2,7
2012-2013	62 247	1,2	7 766	5,7	70 013	1,7
2013-2014	64 322	3,3	8 434	8,6	72 756	3,9
2014-2015 ^P	65 704	2,1	8 164	(3,2)	73 868	1,5
2015-2016 ^P	66 460	1,2	8 331	2,0	74 791	1,2

¹ Les dépenses budgétaires excluent les entités consolidées.

^P Prévisions

B.2

Évolution au Québec de certains indicateurs spécifiques

	Population ¹ en milliers	Taux de croissance du PIB ² %	Taux d'inflation au Canada ³ %	Dépenses de programmes		
				en % du PIB	par habitant	
					en \$	variation en %
2001-2002	7 396	3,4	2,5	16,8	5 420	4,1
2002-2003	7 441	4,5	2,2	16,8	5 626	3,8
2003-2004	7 485	4,2	2,8	16,7	5 792	3,0
2004-2005	7 535	4,6	1,8	16,7	6 036	4,2
2005-2006	7 581	3,3	2,2	16,7	6 171	2,2
2006-2007	7 632	3,7	2,0	16,9	6 423	4,1
2007-2008	7 693	5,2	2,2	16,9	6 730	4,8
2008-2009	7 762	2,5	2,3	17,6	7 112	5,7
2009-2010	7 843	0,6	0,3	18,4	7 422	4,4
2010-2011	7 929	4,5	1,8	18,2	7 564	1,9
2011-2012	8 008	4,9	2,9	17,8	7 680	1,5
2012-2013	8 085	3,4	1,5	17,4	7 699	0,2
2013-2014	8 154	1,5	0,9	17,7	7 888	2,5
2014-2015 ^P	8 215	3,5	2,0	17,5	7 998	1,4
2015-2016 ^P	8 282	3,8	1,2	17,0	8 025	0,3

Sources : Secrétariat du Conseil du trésor pour les données sur les dépenses de programmes, Statistique Canada et ministère des Finances pour les données économiques.

¹ Population au 1^{er} juillet de l'exercice financier considéré.

² Le PIB est calculé sur une base nominale en prenant la moyenne annuelle pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

³ Pour l'année civile se terminant trois mois avant la fin de l'exercice financier considéré.

^P Prévisions

B.3

Dépenses par portefeuilles*

(en millions de dollars)

	Budget de dépenses 2015-2016	Dépense probable 2014-2015	Dépenses réelles		
			2013-2014	2012-2013	2011-2012
Assemblée nationale	128	127	122	119	115
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	91	131	130	151	74
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 743	1 834	1 695	1 734	1 778
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	882	924	1 047	1 068	1 059
Conseil du trésor et Administration gouvernementale**	1 210	766	945	545	606
Conseil exécutif**	405	408	397	389	367
Culture et Communications	671	652	661	644	671
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	148	153	164	163	163
Économie, Innovation et Exportations	590	582	566	461	661
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	16 927	16 896	16 636	15 989	15 754
Énergie et Ressources naturelles	75	79	63	92	120
Famille	2 517	2 604	2 536	2 445	2 427
Finances**	147	94	99	84	109
Forêts, Faune et Parcs	450	450	479	540	562
Immigration, Diversité et Inclusion**	284	168	162	157	166
Justice	874	858	863	830	796
Relations internationales et Francophonie	94	91	104	115	116
Santé et Services sociaux	32 851	32 390	31 087	30 104	29 341
Sécurité publique	1 326	1 326	1 331	1 306	1 272
Tourisme	123	124	135	129	142
Transports	656	662	708	713	744
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 268	4 385	4 392	4 469	4 460
Dépenses de programmes	66 460	65 704	64 322	62 247	61 503
Service de la dette	8 331	8 164	8 434	7 766	7 348
Dépenses budgétaires	74 791	73 868	72 756	70 013	68 851

* Le reclassement des dépenses par portefeuilles n'est pas définitif. Des discussions additionnelles pourraient faire varier la répartition de ces dépenses par portefeuilles.

** Le budget de dépenses 2015-2016 de ce portefeuille contient une ou des provisions qui permettent des transferts de crédits à d'autres portefeuilles et les dépenses qui y sont comptabilisées dans les exercices financiers antérieurs sont diminuées en raison de tels transferts.

Dépenses réelles									
2010-2011	2009-2010	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2005-2006	2004-2005	2003-2004	2002-2003	2001-2002
113	114	115	114	107	99	96	97	94	91
70	70	134	71	131	58	58	93	67	52
1 708	1 695	1 614	1 568	1 628	1 563	1 497	1 323	1 378	1 379
1 056	1 098	704	722	692	656	659	660	638	648
803	544	533	502	700	514	525	436	526	477
351	340	325	314	263	261	271	224	196	148
645	651	641	621	592	535	525	512	490	478
169	169	167	152	146	154	165	181	170	175
576	668	760	492	336	504	357	332	632	593
15 369	14 840	14 493	13 565	12 785	12 427	12 021	11 716	11 318	10 770
100	112	120	120	112	115	121	128	145	149
2 262	2 066	1 961	1 836	1 719	1 622	1 544	1 488	1 313	1 152
87	280	218	84	79	82	90	83	102	97
637	621	516	567	392	323	281	328	323	313
172	164	155	129	122	113	118	124	126	123
736	714	708	691	732	657	636	602	569	536
118	123	126	114	100	100	100	109	109	109
28 514	27 466	25 621	24 054	22 452	21 163	20 581	19 025	17 870	17 145
1 171	1 156	1 118	1 053	986	941	940	932	867	795
140	144	136	144	143	158	144	145	143	108
745	737	703	619	604	567	530	521	489	540
4 436	4 443	4 329	4 242	4 201	4 170	4 221	4 298	4 300	4 210
59 978	58 215	55 197	51 774	49 022	46 782	45 480	43 357	41 865	40 088
7 084	6 240	6 639	7 160	7 185	7 042	7 035	6 850	6 804	6 930
67 062	64 455	61 836	58 934	56 207	53 824	52 515	50 207	48 669	47 018

